

VENDREDI 3 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **Le siècle des menaces** p.1
- = 1 – La fin d’une civilisation (Francois Roddier) p.4
- = 60 – L’occident au bord du gouffre? (Francois Roddier) p.6
- = Chute de la production américaine de pétrole p.8
- = 'Nous sommes dans la mère de toutes les bulles', affirme le CEO de la plus grande banque régionale allemande p.11
- = Dette nationale et sacrifice au dieu soleil (Bill Bonner) p.13
- = « C’est à nouveau la reprise en Europe. Faut-il y croire cette fois ? » (Charles Sannat) p.17
- = **La question énergétique française...** p.21
- = Effondrement du « monde américain » : La « grande fuite » des amis des USA vers l’Asie p.22
- = 'Nous vivons la plus grande défaite historique de la pensée keynésienne' p.24
- = Capitaliste et juste à la fois? p.25
- = Les Etats-Unis, nouveaux exportateurs de pétrole ? p.27
- = Iran: une opportunité sous condition pour les compagnies pétrolières p.30
- = Le scandale grec p.32
- = Oh les belles bulles ! p.35
- = Où va le monde? p.38
- = **Vers un défaut de l’Eurogroupe en Grèce pour rétablir l’euro sur l’intérêt général** p.41
- = La leçon de gestion financière la plus importante que j’aie reçu, je la dois à mon oncle Sid p.48
- = Créations d’emplois faibles et décevantes aux États-Unis p.51
- = Vers une récession des profits p.52
- = Paiement hypothécaire : les retards à un sommet depuis 5 ans p.53
- = L’aube du XXIème siècle. Plus d’armements. Plus de guerres. La spirale de la terreur et de la mort se poursuit. p.55
- = Accord d’étape capital entre les grandes puissances et l’Iran sur le nucléaire p.74

5 – Le siècle des menaces

François Roddier* 4 février 2006

[Voilà enfin quelqu’un qui pense à peu près comme moi.]

Père de la recherche spatiale française, Jacques Blamont a guidé mes premiers pas de chercheur de 1960 à 1964. Dans son dernier livre intitulé “Introduction au siècle des menaces” (1) il brosse un tableau extrêmement pessimiste du 21ème siècle. Je donne ici mon propre point de vue. Dès les années 60, suite au “baby-boom” de l’après guerre, un certain nombre de responsables se sont de nouveau inquiétés de l’expansion démographique de l’humanité, notamment au fameux Club de Rome (2).

Fondées sur les connaissances de l’époque, les prédictions du Club de Rome

se sont avérées pessimistes. La découverte de nouveaux gisements pétrolifères a permis à l'humanité de maintenir sa croissance. Depuis 1960 la production mondiale de céréales a doublé suivant de près l'augmentation de la population. Bien que cette production soit théoriquement suffisante pour nourrir toute l'humanité, elle est très inégalement répartie. C'est pourquoi 815 millions d'individus souffrent toujours de la faim dans le monde, mais ce chiffre diminue en moyenne de 6 millions par an (3). Tout cela donne l'impression que la croissance peut continuer indéfiniment notamment grâce aux nouvelles [biotechnologies](#) (4). Ce n'est bien sûr qu'une illusion. Les prévisions du Club de Rome reposaient sur les réserves de pétrole connues à la fin des années 60. Ces réserves ont doublé depuis mais on en découvre de moins en moins, il devient plus difficile à extraire, et surtout on en consomme de plus en plus.

Des pays comme la Chine et l'Inde veulent à juste titre atteindre le niveau de vie des pays plus avancés. Il est clair qu'un jour ou l'autre la production ne pourra plus suivre la demande. L'augmentation actuelle du prix du pétrole semble indiquer que c'est peut-être déjà le cas. Les pessimistes soulignent que la production par habitant de cette planète a déjà commencé à décroître (5). Tous les experts s'accordent pour dire que, en valeur absolue, la production passera par maximum d'ici 2025 ou 2030 (6). Un observateur réputé indépendant comme Jean Laherrere estime que ce maximum sera atteint dès 2015 (7). Après quoi ce sera la crise. Pour les économistes, il suffit d'injecter des capitaux pour reculer la fin du pétrole. Ils semblent oublier que ces capitaux serviront à financer la dépense d'énergie nécessaire pour extraire davantage de pétrole. Tôt ou tard, on dépensera plus d'énergie qu'on n'en extrait. La fin du pétrole est donc inéluctable et sans doute pour bientôt. Voilà la véritable menace du 21ème siècle (8). Lorsqu'on en parle autour de soi, la première réaction est: "on trouvera bien autre chose".

Deux siècles d'abondance énergétique semblent avoir créé une foi inébranlable dans le progrès au point qu'on oublie que le progrès et la croissance proviennent de l'abondance énergétique. Sans pétrole, on ne pourra pas développer l'utilisation d'autres formes d'énergie: pour fabriquer un simple panneau solaire, il faut dépenser à l'avance 5 ans de sa production en énergie (9). Plus grave encore, les simulations du Club de Rome (qui restent parfaitement valides) montrent que même si nos ressources en pétrole étaient inépuisables, le problème majeur serait alors la pollution et le

réchauffement de la planète, ce que nous commençons à constater effectivement (10).

Les optimistes diront que si l'on parvenait à remplacer le pétrole par des sources d'énergies non polluantes alors un développement durable deviendrait possible. Ce cas aussi a été étudié par le Club de Rome. Le problème majeur deviendrait alors l'insuffisance des surfaces de terres cultivables. En fait, les partisans de la croissance oublient tout simplement qu'il n'est pas possible de maintenir indéfiniment une croissance exponentielle sur une planète de dimension finie. Richard Dawkins nous le rappelle de façon si humoristique que je ne résiste pas à traduire ici son texte: << ..., la population actuelle de l'Amérique latine est d'environ 300 millions d'individus dont beaucoup sont déjà mal nourris. Si la population continue à croître au rythme actuel, en moins de 500 ans on atteindra le stade où, entassés debout les uns contre les autres, ils couvriront d'un tapis humain tout le continent. Cela est vrai, même s'ils sont très maigres, une hypothèse qui n'est pas irréaliste. D'ici mille ans, ils se tiendront debout les uns sur les autres sur une épaisseur de plus d'un millier d'individus. D'ici deux mille ans la montagne humaine se propageant vers l'extérieur à la vitesse de la lumière aura atteint les limites connues de l'univers. >> (11). Bien sûr nous n'en arriverons pas là. L'épuisement des ressources naturelles conduira bien avant à un arrêt de la croissance et cela commencera avec la fin du pétrole. Comme nous l'avons vu, cette situation n'est pas nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Nous l'avons décrite dans le cas particulier de l'île de Mangareva (article 1) mais nous avons vu qu'il y a beaucoup d'autres exemples. De fait, les archéologues sont de plus en plus convaincus que l'expansion démographique de l'humanité n'a pas été régulière. Elle est plutôt faite d'une suite d'expansions locales rapides suivies de régressions liées à l'épuisement des ressources naturelles (12). Ce qui est nouveau c'est que cela se produit maintenant à l'échelle de la planète toute entière. Jusqu'à nos jours le remède contre la famine était l'émigration dans un pays plus riche et moins peuplé. Bientôt ce ne sera plus possible. Il est grand temps de prendre notre destin en main. Je terminerai en citant un passage écrit par un astronome (Fred Hoyle) que je traduis ainsi:

<< Il a souvent été dit que, si l'espèce humaine échoue sur terre, une autre espèce la remplacera. En ce qui concerne le développement de l'intelligence,

c'est faux. Nous avons ou nous aurons bientôt épuisé tout ce qui sur cette planète est physiquement nécessaire pour cela. Sans charbon, sans pétrole, sans minerai de qualité, aucune espèce, aussi compétente soit-elle, ne pourra plus à partir de conditions primitives accéder à une technologie avancée. L'occasion est unique. Si nous échouons, c'est un échec pour l'intelligence dans ce système planétaire. Il en est de même pour les autres systèmes planétaires. Pour chacun d'eux il y aura une occasion et une seule>>(13).



Après le pétrole

- (1) Jacques Blamont, Introduction au siècle des menaces (Odile Jacob, 2004)
 - (2) Sur le Club de Rome, voir le texte de Jean-Marc Jancovici à http://www.manicore.com/documentation/club_rome.html
 - (3) <http://terresacree.org/faim.htm>
 - (4) http://www.cgfi.org/materials/speeches/yield_ag.htm
 - (5) <http://www.dieoff.org/synopsis.htm>
 - (6) Voir par exemple: Alternatives économiques, no. 241 (novembre 2005) et no 66 (hors série).
 - (7) <http://www.oilcrisis.com/laherrere/nice.pdf>
 - (8) Jean-Luc Wingert, La vie après le pétrole. Voir aussi: <http://www.oleocene.org/index.php?page=accueil§ion=introduction>
 - (9) D'après Jean-Marc Jancovici à <http://www.manicore.com/documentation/solaire.html>
 - (10) <http://rechauffementclimatique.blogspot.com/archive/2005/12/12/ca-roule.html>
 - (11) Richard Dawkins, the selfish gene (Oxford University Press, 1976), p. 111. Aussi surprenant que cela paraisse les chiffres donnés par Dawkins sont parfaitement exacts. Ils montrent bien les propriétés d'une croissance exponentielle.
 - (12) Stephen Shennan, Genes, Memes and Human History (Thames & Hudson, 2002) p. 173.
 - (13) Fred Hoyle, Of Men and Galaxies (1964, réédité en mai 2005 par Prometheus Books).
- * François Roddier, né en 1936 à Paris, est un physicien et astronome français. Voir Wikipedia.

1 – La fin d'une civilisation

François Roddier , 9 octobre 2005

Dans son dernier livre intitulé "Collapse" (1), Jared Diamond décrit la fin de diverses civilisations et met en évidence des causes communes. Se pourrait-il que notre civilisation touche, elle aussi, à sa fin? Je vous propose ici un

résumé (à peine romancé) du chapitre 3 de son livre où il traite d'une civilisation polynésienne.

Ayant progressivement peuplé les différentes îles du Pacifique, les polynésiens y développèrent de nombreux îlots de civilisation. Si certaines de ces civilisations se sont maintenues jusqu'à nos jours, d'autres ont connu une fin souvent dramatique comme celle de Rapa Nui (île de Pâques) (2). Avant d'atteindre Rapa Nui, les polynésiens se sont installés dans une île un peu plus à l'Ouest appelée Mangareva dans l'archipel des Gambier. Cela se passait à l'époque de Charlemagne.

Longue de 9 km et large de 5km, l'île de Mangareva recevait assez d'eau de pluie pour avoir été à l'époque recouverte par une forêt. Les polynésiens pouvaient y vivre de poissons, de coquillages et des fruits de leurs plantations (taros, patates douces, bananiers, arbres à pain). Ils manquaient cependant de bonnes pierres pour fabriquer leurs outils. Ils partirent donc à la recherche d'autres îles.

En bons navigateurs, les polynésiens partaient toujours vers l'est de façon à remonter le vent (les alizés), sachant qu'en cas de difficultés ils pourraient revenir plus facilement. Quelle ne fut pas leur joie de découvrir à plusieurs jours de navigation (environ 500 km au sud est) un petit îlot de 2 à 3 km de diamètre riche en verre volcanique et en basalte à grains fins, matériaux idéaux pour les outils. Cet îlot est connu de nos jours (sous le nom de Pitcairn) pour avoir recueilli des révoltés du Bounty. Nos polynésiens revinrent chargés de pierres sachant qu'ils pourraient retourner à Pitcairn en cas de besoin.



reproduction d'un bateau polynésien (Hokule'a II)

Les conditions étant favorables, ils s'installèrent définitivement à Mangareva

et se multiplièrent. Au bout de plusieurs générations, l'île de Mangareva devint trop petite pour nourrir toute la population. Disposant de bois et d'outils, ils construisirent des embarcations et repartirent vers l'est. C'est ainsi qu'ils découvrirent l'île d'Henderson à 160 km au nord-est de Pitcairn.

Récif corallien de 10 km de long et 5 km de large, Henderson est entouré d'eaux peu profondes riches en crabes, langoustes et autres fruits de mer. De nombreux oiseaux de mer y vivent. Les réserves d'eau douce étaient suffisantes pour qu'un groupe s'y installe mais ne permettaient pratiquement pas d'agriculture. Un autre groupe s'installa à Pitcairn où l'agriculture était possible.

Les populations des trois îles vécurent ainsi quelques temps en symbiose. Régulièrement des embarcations partaient de Mangareva pour aller à la chasse et à la pêche à Henderson. Au retour, ils s'arrêtaient à Pitcairn d'où ils revenaient chargés de pierres pour fabriquer des outils qui leur permettaient de construire de nouvelles embarcations. La vie était possible grâce aux échanges entre les trois îles, très complémentaires les unes des autres. Jusqu'au jour où les arbres vinrent à manquer.

Lorsque les dernières embarcations devinrent inutilisables, les habitants d'Henderson et de Pitcairn se retrouvèrent isolés. Aucun d'eux ne survécut. En 1606 un navire espagnol jeta l'ancre à Henderson et découvrit une île inhabitée avec des monceaux de déchets, seuls témoins d'une civilisation passée. En 1790, lorsque des révoltés du Bounty se réfugièrent à Pitcairn, celle-ci était aussi inhabitée. Pendant ce temps à Mangareva l'eau de pluie emportait à la mer les restes de terre fertile d'une île de plus en plus dénudée, où seuls subsistaient encore quelques malheureux individus.

En lisant ce récit on ne peut s'empêcher de penser à ce qui se passe aujourd'hui à l'échelle de la planète: intensifs échanges commerciaux transocéaniques; spécialisation des différents pays où chacun devient dépendant des autres; surpopulation; épuisement des ressources naturelles, accumulation des déchets et dégradation de l'environnement. Subirons-nous le même sort que ces polynésiens?

Jared Diamond pose la question: pourquoi n'ont-ils pas vu arriver le désastre? pourquoi ont-ils (comme à l'île de Pâques) abattu tous leurs arbres? Ne sommes-nous pas aveugles nous aussi? J'essaierai de répondre à cette question dans un prochain article.

- (1) Jared Diamond, Collapse, How societies choose to fail or succeed. (Viking, Penguin group, 2005)
(2) Voir: <http://www.econologie.com/articles.php?lng=fr&pg=689&>

60 – L'occident au bord du gouffre?

François Roddier , 24 avril 2014

Dans son blog, le « Saker » (1) parle d'empire Anglo-sioniste pour désigner la culture à la fois sioniste et anglo-saxonne de la grande majorité des dirigeants occidentaux actuels. Il établit un intéressant parallèle entre l'Union soviétique au moment de son effondrement et cet empire Anglo-sioniste d'aujourd'hui. Il se demande si ce dernier ne va pas s'effondrer lui aussi sous l'effet de la crise Ukrainienne.

Pour répondre à cette question, il s'interroge sur la cause profonde de l'effondrement soviétique. Après en avoir donné un bon nombre de raisons très valables, il sélectionne comme cause fondamentale le désaccord entre les faits observés et le discours des dirigeants c'est-à-dire leur hypocrisie. Michael Gorbatchev parlait en effet du manque de transparence ou « glasnost » des dirigeants soviétiques. On retrouve, pour le moins, un manque de transparence similaire dans le discours des dirigeants occidentaux actuels.

Nous avons vu que l'effondrement des sociétés s'explique par les lois de la thermodynamique et celles de la biologie qui en découlent. De même qu'une espèce animale ou végétale s'éteint lorsque ses gènes ne sont plus adaptés à l'environnement, de même une société s'effondre lorsque sa culture n'est plus adaptée. Par culture il faut entendre ses croyances, principalement celles de ses dirigeants.

Dans mon billet 57, je donne l'explication thermodynamique de l'effondrement soviétique. Elle est de nature économique. La bureaucratie communiste n'a pas pu s'adapter à l'évolution de plus en plus rapide des technologies et à la dissipation croissante de l'énergie qui en a résulté en occident.

Les sociétés humaines s'adaptent à une évolution de plus en plus rapide en favorisant la compétition plutôt que la coopération. La sélection naturelle favorise alors les éléments les plus adaptables, un processus appelé sélection r en biologie. C'est parce que la culture libérale favorise la compétition au lieu de la coopération que l'empire Anglo-sioniste ne s'est pas encore effondré. Elle n'a fait cependant que reculer la date de son effondrement pour en accroître l'ampleur, créant une crise écologique sans précédent à l'échelle planétaire.

Le processus de coopération a été étudié en théorie des jeux sous le nom de

dilemme du prisonnier itéré (2). C'est un processus lent d'échanges d'information créant progressivement de la confiance entre les individus, avec apparition d'une culture commune, c'est-à-dire de croyances partagées. Par contraste, la compétition crée de la méfiance en limitant les échanges d'information. Elle exacerbe l'individualisme.

Comme l'observe très bien le « Saker », lorsqu'une société est au bord de l'effondrement, les croyances de ses individus deviennent disconnectées de la réalité. Les discours ne sont plus en rapport avec les faits. L'hypocrisie domine. L'empire Anglo-sioniste touche certainement à sa fin.

(1) <http://vineyardsaker.blogspot.fr/2014/04/how-ukrainian-crisis-will-eventually.html>

(2) Robert Axelrod, The evolution of cooperation, Basic Books (1984)

Chute de la production américaine de pétrole

02 avril 2015, par [Matthieu Auzanneau](#)

Washington annonce un recul des extractions aux Etats-Unis pour la première fois depuis la baisse des prix du brut. Les *majors* encaissent un spectaculaire repli de leurs découvertes. Et l'Arabie Saoudite révèle une très forte accélération du rythme de forage dans ses champs existants.

On l'attendait, mais peut-être pas si vite. La production américaine de pétrole marque un important repli en rythme hebdomadaire et mensuel, selon les chiffres rendus publics cette semaine par Washington. Ce sont les premières baisses des extractions enregistrées depuis l'effondrement des cours du baril.

La production américaine de brut a diminué la semaine dernière de 36 000 barils par jour (b/j), pour s'établir à 9,386 millions de barils par jour (Mb/j), selon les estimations publiées hier par Washington. Cette baisse constitue l'une des plus fortes baisses hebdomadaires jamais enregistrées aux Etats-Unis, [souligne l'agence Bloomberg](#).

Les extractions américaines ont pour la première fois fortement chuté au mois de janvier, de 135 000 b/j, d'après les données mensuelles les plus récentes disponibles, également publiées cette semaine par le gouvernement américain (données cette fois non plus estimées mais consolidées). Il ne s'agit pas d'une variation saisonnière.

"Ce pourrait bien être le début d'une tendance", estime à Houston un analyste [cité par le Wall Street Journal](#).

La diminution de près de moitié depuis le mois d'octobre du nombre d'appareils de forage (l'"rigs") en activité à travers les Etats-Unis est sans doute la cause fondamentale de cette évolution.

Après s'être accrue à un rythme sans précédent en 2014, la production de pétrole américaine, puissamment tirée vers le haut par le boom des pétroles "de schiste", a créé une situation de surapprovisionnement sur le marché mondial, situation qui a été le facteur principal au cours des derniers mois de la chute des cours du baril, lesquels ont cédé plus de 50 % de leur valeur depuis l'été dernier.

Cette chute des prix de l'or noir a entraîné en retour un brutal ralentissement des activités de forage de pétrole "de schiste" (ou plus exactement de roche-mère) aux Etats-Unis. Or par nature, cette forme de pétrole non-conventionnel réclame de conserver un rythme très élevé de forages afin de maintenir à niveau les extractions : la fracturation hydraulique libère d'emblée la production maximale des puits de pétrole (ou de gaz) de roche-mère, une production qui s'effondre ensuite très rapidement, en général dès les premiers mois d'exploitation.

Le boom du pétrole de roche-mère constitue jusqu'ici [la plus prometteuse planche de salut](#) de l'industrie pétrolière [confrontée au pic de production historique atteint en 2008, selon l'Agence internationale de l'énergie, par le pétrole conventionnel](#), le pétrole liquide classique qui constitue encore les 4/5e de l'offre mondiale d'or noir.

La plupart des compagnies pétrolières ont fait part au cours des derniers mois de fortes réductions de leur capitaux investis dans le développement de la production, suite à la chute des cours de l'or noir. Le phénomène concerne aussi bien les *majors* occidentales (dont les investissements d'exploration vont être réduits de pas moins de 30 % cette année, selon l'agence Wood Mackenzie) que les grandes compagnies nationales du golfe Persique, du Venezuela ou encore de Chine. Au Brésil, le développement des ressources *offshore* ultra-profond devrait nettement marquer le pas, faute d'investissements suffisants, dans un contexte où la compagnie nationale Petrobras subit en outre les conséquences d'un vaste scandale de corruption politique.

La production existante de pétrole conventionnel connaît depuis plus d'une décennie un déclin dit "*naturel*" – correspondant à ce qu'il se passerait si les

investissements visant à soutenir cette production existante étaient totalement interrompus – de l'ordre de 5 % par an. Cela signifie que *grosso modo* l'équivalent d'une nouvelle mer du Nord doit être chaque année mise en production, ne serait-ce que pour compenser ce déclin de la production existante.

Sur ce front-là, les dernières nouvelles apparaissent également préoccupantes pour l'industrie.

Les nouvelles découvertes de pétrole et de gaz des *majors* historiques occidentales (ExxonMobil, Chevron, BP, Shell et Total) ont à nouveau fortement marqué le pas l'an dernier, pour s'établir à 2,3 milliards de barils d'équivalent pétrole, un chiffre en repli d'un quart par rapport à 2013 et de moitié quasiment par rapport à 2011, [selon Morgan Stanley](#).

Cette évolution s'inscrit dans un contexte où la production totale de brut de ces *majors*, laquelle constitue environ un dixième des extractions mondiales, connaît un fort déclin depuis une décennie ([évolution mise au jour sur ce blog](#)), en dépit des efforts d'investissements sans précédent consentis au cours de cette même période.

Un analyste de Morgan Stanley, Martijn Rats, constate :

"Les découvertes s'épuisent. C'est de plus en plus dur de trouver du pétrole en dehors des Etats-Unis. Il y a de grandes *success stories* aux Etats-Unis avec le gaz et le pétrole de roche-mère, mais en dehors de ça, les forages conventionnels aboutissent de moins en moins."

La difficulté croissante à maintenir la production existante se manifeste également du côté de la reine de la planète pétrole : l'Arabie Saoudite.

Le nombre de *rigs* de forage de pétrole et de gaz actifs en Arabie Saoudite a atteint l'an dernier un niveau sans précédent, doublant depuis 2011 en passant de près d'une centaine cette année-là à 140 en 2012, puis à 150 en 2013 et enfin à 210 en 2014, [selon les estimations fournies la semaine dernière par l'agence Reuters](#). Ce nombre paraît être encore en augmentation ces derniers mois, précise l'agence.

Une partie de cette accélération des activités de forages reflète la volonté de la Saudi Aramco, la très secrète compagnie pétrolière nationale saoudienne

(ainsi que la plus puissante du monde), de développer ses ressources en gaz naturel. Le but : offrir une échappatoire à la consommation effrénée de pétrole des Saoudiens pour l'électricité ou la désalinisation de l'eau. Une consommation qui grève les capacités d'exportation d'or noir du royaume.

Mais il n'y a pas que ça.

Ancien vice-président exécutif de l'Aramco chargé des extractions, le géologue Sadad al-Husseini, aujourd'hui expert indépendant que certains (dont moi) ont appris à considérer comme une sorte de voix *off* des ingénieurs de l'Aramco, déclare à l'agence Reuters :

"Il vous faut forer davantage si [*comme l'Aramco*] vous produisez 10 Mb/j et vous voulez conserver votre marge de manœuvre. (...) C'est également un phénomène naturel dans le business du pétrole, plus vous produisez, plus vous épuisez vos réserves, et plus les capacités de vos champs déclinent. Il vous faut forer plus de puits plus fréquemment, juste pour maintenir la production."

Ghawar, le premier champ pétrolier saoudien et le plus grand de la planète, est officiellement arrivé "*à maturité*" (c'est-à-dire qu'il est à peu près à moitié vide) au milieu des années 2000.

Où tout cela peut-il bien mener ?

'Nous sommes dans la mère de toutes les bulles', affirme le CEO de la plus grande banque régionale allemande

par Audrey Duperron · 03 avr. 2015 Express.be



« Les risques ne sont plus pris en compte dans les cotations. Et ces investisseurs ne sont pas payés pour les risques qu'ils prennent. Cela s'applique à toutes les classes d'investissements Les marchés boursiers et obligataires se trouvent maintenant dans la mère des

bulles. Cela ne durera pas toujours. Et pas pendant très longtemps. Je ne peux pas dire quand cela va commencer à se déliter, mais à un moment donné, cela va se déliter à nouveau ».

Cette déclaration, c'est celle que Hans-Jörg Vetter, CEO de la banque allemande LBBW (Landesbank Baden-Württemberg), a faite à l'occasion de la présentation des résultats annuels de la banque.

La LBBW, une banque commerciale nationalisée, sert de banque centrale pour les petites banques de dépôt des États allemands du Bade-Wurtemberg, de la Rhénanie-Westphalie et de la Saxe. Avec 266 milliards d'euros d'actifs en gestion et 11.000 employés, c'est la plus grande « Landesbank » d'Allemagne. Son siège est à Stuttgart.

En employant l'expression « à nouveau », il voulait évoquer la crise financière de 2008, qui a mis la banque au bord de la faillite. Par la suite, l'institution a bénéficié d'un plan de sauvetage.

Vetter a été nommé en 2009 pour remettre de l'ordre dans les affaires de la banque et il a constaté qu'elle avait été coupable de prendre des risques excessifs, et que ces risques n'étaient pas pris en compte dans le cours des actifs. Lorsque les risques inhérents à ces actifs, qui avaient parfois recueilli des cotes « triple A » des agences de notation, ont été révélés, leurs cours se sont effondrés, et les banques qui en détenaient de gros portefeuilles se sont retrouvées ruinées. Il s'inquiète de ce que cette situation est en train de se reproduire : les politiques monétaires des banques centrales ont créé un environnement caractérisé par des taux d'intérêt très faibles, parfois même négatifs. Du coup, les agents, et notamment les banques, recherchent désespérément des classes d'actifs plus rémunératrices, en multipliant les risques qu'ils prennent...

Pourtant, selon Vetter, les banques peuvent difficilement gagner de l'argent sur les opérations de crédit, en raison de la combinaison des faibles taux d'intérêt et la concurrence féroce sur ce marché. « Il y a trop de banques en Allemagne et en Europe », a-t-il dit. « Elles courtisent toutes les entreprises de taille moyenne et les prix des financements sont devenus extrêmement faibles ».

Il ajoute qu'en outre, la nouvelle génération de jeunes qui arrive a grandi dans un environnement de taux faibles, ce qui signifie qu'ils n'ont pas acquis

[la notion qu'épargner rapporte des intérêts](#), et ils ne sont donc pas incités à le faire. Et comme ils n'ont pas pris l'habitude d'épargner, les banques risquent d'éprouver des difficultés à trouver des capitaux pour accorder des prêts et jouer le rôle traditionnel d'intermédiaire entre ceux qui détiennent de l'épargne, et ceux qui ont besoin de capitaux.

« Je crains que ce ne soit que graduellement que nous prendrons conscience des conséquences à moyen et à long terme de ce financement de la dette européenne », conclut-il.

[Dette nationale et sacrifice au dieu soleil](#)

03 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ "Sommes-nous les derniers au monde à faire ça ?" avons-nous demandé à Sergio.

"Parmi les derniers" a-t-il répondu.

Marta, notre cuisinière et intendante, une jeune femme d'une vingtaine d'années au tempérament enjoué, était en train de verser du soda orange dans la bouche d'un veau. Ce dernier n'avait pas son mot à dire. Il était au sol, attaché. Son oreille droite avait déjà été coupée. Un "B" était marqué sur son arrière-train. Et un collier de pompons rouges et oranges était passé autour de son cou.

Le pauvre animal ne se rendait pas compte qu'il représentait la belle jeune fille sans défense de la *marcada* — le marquage du bétail : une offrande au dieu soleil.

A *La Chronique*, nous privilégions les causes perdues, les perdants et les marginaux. C'est peut-être ce qui nous a attiré dans cet endroit. Il est au bout du chemin. C'est là que les ancêtres de Marta — s'ils ont survécu — ont résisté aux conquistadors espagnols pendant encore un siècle après que le reste de la région eut abandonné. Aujourd'hui, c'est là que les vieilles coutumes et traditions perdurent.

Mais parlons d'un monde plus familier... le monde de l'argent. Nous reviendrons au ranch dans une minute.

Le Dow a du mal à reprendre du terrain. L'or reste au-dessus des 1 200 \$. Il faut vous attendre à plus de rebondissements dans le futur. Les indices pourraient perdre 1 000 points... ou 2 000... en une seule journée.

Nous sommes d'avis que la panique et le chaos qui s'ensuivront seront pires qu'en 2008

Lorsque ça arrivera, nous sommes d'avis que la panique et le chaos qui s'ensuivront seront pires qu'en 2008.

D'abord parce que la dette est plus élevée aujourd'hui qu'à l'époque. Il y a six ans, la dette "nationale" américaine ne dépassait pas les 10 000 milliards de dollars. Elle est désormais aux environs de 18 000 milliards. Il en va de même pour la dette totale. De 50 000 milliards en 2007, elle frôle désormais les 60 000 milliards.

Il y avait certes plus de dettes hypothécaires *subprime* en 2007, mais nous avons désormais de la dette automobile *subprime*, de la dette étudiante *subprime*, de la dette gouvernementale *subprime* ainsi que de la dette d'entreprise *subprime*.

La crise de 2008 arrivait au plus haut d'un boom. Nous sommes aujourd'hui très loin d'une telle situation. Les gens épargnent leur argent, ils ne le dépensent pas. La Chine ralentit au lieu d'accélérer. Le commerce mondial décline au lieu d'augmenter. La vélocité de la monnaie — un indicateur clé qu'un boom est en cours — a commencé à chuter en 2007 et continue aujourd'hui.

Ces choses signifient que lorsque le krach arrivera, l'économie sera moins résistante. Déjà faible, elle s'enfoncera plus encore. Que fera la Fed ? Aura-t-elle le choix ? Ne sera-t-elle pas forcée de réagir de manière énergique et agressive ? Les réponses arrivent bientôt...

... Mais pour l'instant, retournons au ranch.

▪ **Fête inca et descendants espagnols**

"J'ai toujours entendu dire que c'était une fête inca. Une célébration de la moisson", déclara Sergio. "Mais ça n'a peut-être rien à voir avec les Incas. Peut-être que c'est uniquement les tribus locales qui le fêtaient".

Sergio assure le lien entre le ranch et le reste du monde. C'est-à-dire le monde qui se trouve à cinq heures de route de là, dans la ville de Salta. Sergio vit à Salta et rend visite au ranch une fois par semaine pour s'assurer qu'il y a tout ce qu'il faut. Ce n'est pas un "local".

La tribu locale était celle des Gualfines. Ils vivaient dans les collines et vallées de ce qui est aujourd'hui le ranch appelé Gualfin. Les habitants actuels des collines et les vallées en sont-ils les descendants ? Voilà qui est

sujet à débat. Les locaux d'ascendance indienne disent que oui. Les gens comme Sergio, d'ascendance espagnole, disent "non, nous avons exterminé les Indiens qui étaient là au 16ème siècle".

Quoi qu'il en soit, les autochtones d'origine ont laissé de nombreuses traces. Des terrasses de pierre indiquent les lieux où ils vivaient et cultivaient leurs terres. Des poteries — richement ornées — montrent qu'ils étaient à peu près aussi avancés technologiquement que la Grèce en 5 000 av. J.C.

Les grecs avaient leurs dieux. Les Gualfines avaient les leurs. Et c'est à leur dieu du soleil que nous offrions nos jeunes génisses.

La nuit précédente, Jorge, notre contremaître, avait tout planifié. Il savait que nous voulions aider à rassembler les bêtes. Il savait aussi qu'en tant que cowboy, nous ne valons rien. Il nous a donc demandé de l'attendre au milieu de la prairie. Ainsi, nous aiderions à conduire le bétail depuis le réservoir d'eau jusqu'à l'enclos près de la maison.

D'une manière ou d'une autre, nous avons manqué le rendez-vous. Le troupeau nous a dépassé du côté nord de la vallée. Les distances sont si considérables que nous ne les avons ni vus ni entendus. Dans la mesure où il a plu récemment, il n'y avait pas non plus de nuage de poussière pour nous alerter du mouvement des bêtes.

Ce n'est que lorsque Pablo est venu en galopant vers nous... avec son béret rouge et son cheval péruvien, ressemblant à un personnage de roman à l'eau de rose... que nous avons réalisé que nous avions manqué le coche.

Nous avons galopé pour tenter de le rattraper, et nous n'avons pas tardé à retrouver le troupeau avec les autres cow-boys.

▪ **"Aiiihuu" ... "Yip, yip, yip" ... "Vaca !"**

L'idée était de hurler pour faire bouger le bétail. Cela ne semblait pas nécessaire : avec nous se trouvaient cinq ou six chiens qui aboyaient et mordaient les vaches aux jarrets. Le troupeau n'avait pas besoin d'autre motivation. Les veaux galopèrent pour s'éloigner des chiens. Et les vaches galopèrent pour protéger leurs veaux.

De temps en temps, une bête ou deux essayait de s'échapper. Elles remarquaient une zone sans protection et se ruaient vers la liberté. Ces tentatives d'indépendance étaient immédiatement punies par les chiens, qui contre-attaquaient sans attendre. Y sont-ils entraînés ou le font-ils

instinctivement, nous n'en savons rien. Mais ils se précipitaient sur la fugitive et l'attaquaient si furieusement que le pauvre animal ne tardait pas à regretter sa décision, et choisissait de limiter les dégâts en revenant dans le troupeau.

Les veaux et les vaches étaient en forme. Les pluies tardives ont maintenu les pâturages pendant plus longtemps qu'à l'accoutumée. Les animaux étaient dodus.

L'un des petits veaux, cependant, avait la croupe en sang.

"Qu'est-ce qui ne va pas chez celui-ci ?" avons-nous demandé à Jorge.

"Oh... il a été attaqué par un condor. Quand ils sont tout jeunes comme ça, les condors essaient de leur arracher les yeux ou les entrailles. Cela arrive plus souvent dans les montagnes, mais ça peut se produire par ici aussi. Je vais lui mettre du désinfectant, peut-être qu'il survivra".

Le rassemblement s'est déroulé sans souci — du moins jusqu'à ce que l'un des taureaux s'échappe dans le secteur que nous étions censé surveiller. Il a simplement quitté le troupeau et couru le long de la rivière, en direction des collines. Il était de notre responsabilité de l'arrêter. Nous sommes parti au galop, hurlant après lui pour qu'il change de cap. Mais l'énorme bête ne donnait pas signe d'obéir. C'est probablement à ce moment-là que nous sommes allé trop loin. Nous voulions essayer de le frapper avec le bout de notre bride, que nous utilisions comme fouet. Peut-être nous sommes-nous trop penché... le poussant peut-être à attaquer. La cause et l'effet tendent à se brouiller, quand on est en train de tomber d'un cheval au galop.

La selle devait être mal serrée. Elle glissa sous le ventre du cheval. Plutôt que de chevaucher la tête en bas, votre correspondant décida de se jeter dans le lit de la rivière, visant le sable plutôt que le rocher.

En l'occurrence, le sable a amorti notre chute ; nous nous sommes rapidement relevé, espérant que les cow-boy nous reconnaîtraient au moins le mérite de ne pas nous être brisé le cou.

« C'est à nouveau la reprise en Europe. Faut-il y croire cette fois ? »

Charles Sannat 3 avril 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Depuis quelques jours, les articles du type « c'est la reprise en Europe » fleurissent comme les fleurs au printemps (je sais, la métaphore n'a rien d'original).

La reprise est là, la croissance est de retour et tout va aller mieux que bien. Faut-il y croire ? Non. Non car en fait il n'y a pas grande différence avec les multiples reprises que l'on nous a annoncées depuis le début de la crise en 2007, bien que cette fois nous ayons effectivement quelques éléments tangibles mais hélas conjoncturels donc peu pérennes dans le temps.

Une reprise qui tient en 4 causes

1/ Une baisse importante du pétrole et du prix de l'énergie qui gonfle un peu les marges des entreprises et donne un petit bol d'air aux ménages qui voient leurs factures énergétiques baisser fortement mais ce mouvement, qui ne dure que depuis quelques mois, est désormais contrebalancé par la baisse de l'euro.

2/ Une baisse importante de l'euro qui est censée bénéficier à nos exportateurs en leur permettant de retrouver de la compétitivité facilement, ce qui n'est pas tout à fait faux mais pas aussi vrai qu'avant puisque qu'entre-temps nous avons perdu des usines et des capacités de production que, pour l'essentiel, nous ne retrouverons pas.

3/ Une BCE qui intervient massivement avec un QE sans précédent et théoriquement de 1 000 milliards d'euros et qui vient assurer et rassurer en particulier le secteur financier sur les risques d'insolvabilité.

4/ Un environnement de taux bas jamais connu dans l'histoire économique européenne puisque les taux n'ont jamais été aussi faibles. L'argent n'a plus de prix, l'argent ne vaut plus rien.

Il devrait y avoir une croissance forte

Avec ces 4 éléments, la croissance européenne dans un monde économique normal devrait être absolument époustouflante, pourtant elle est au mieux plus que poussive au pire presque inexistante et ne repose fondamentalement que sur des dettes. Soyons sérieux. Dire que l'on a réussi à faire 1 euro de croissance en omettant de dire que cet euro de croissance a été obtenu en

créant 3 euros de nouvelles dettes est purement et simplement mensonger.

La réalité c'est que nous avons perdu des capacités de production que nous ne retrouverons pas. La réalité c'est que voir le pétrole baisser c'est bien mais quand l'euro baisse simultanément et que l'on achète notre pétrole en dollar cela vient annuler la baisse du pétrole, raison pour laquelle le prix de votre gasoil ou de votre super est nettement remonté.

La réalité c'est qu'en revanche les rentrées fiscales baissent et que l'État va devoir trouver plus de sous et que l'État a recours à des habillages comptables qui permettent des effets d'annonces mais qui ne changent rien à notre stock de dettes qui monte inexorablement.

La réalité c'est que la « productivité » c'est comme la théorie d'Einstein. C'est relatif. Si nous gagnons 10 de compétitivité mais que la voisine gagne 20, vous pouvez vous taper sur le ventre pour ce grand succès, la réalité c'est que votre compétitivité se sera en réalité dégradée de 10...

La réalité c'est que cette pseudo « reprise » ne pourra jamais devenir une croissance forte, durable et autonome car elle est, hélas, fondée uniquement sur des taux bas et qui, en Europe, ont en plus la particularité d'être négatifs, ce qui veut dire que les investisseurs redoutent une explosion de la monnaie unique, l'euro, à juste titre.

La réalité c'est que cette reprise qui ne sera jamais une croissance repose sur la création de plus de dette que de création de richesses, ce qui est une aberration économique en soi évidemment.

Plus grave encore, la réalité c'est que si la croissance devait être très forte et durable, l'augmentation du prix du pétrole serait telle que les prix de l'énergie viendraient fracasser tout net cette croissance forte.

Il ne peut pas y avoir de croissance non plus parce que nous sommes entrés en pleine déflation démographique et quand la population baisse, la quantité de monnaie totale doit baisser pour que la quantité de monnaie par tête de pipe reste la même. Il ne peut pas y avoir de baisse de la population mondiale avec une croissance économique forte et c'est exactement cela que nous montre l'exemple du Japon.

Enfin, je ne vous parlerai pas des progrès de la productivité qui sont tels que toute la génération des baby-boomers actuellement en train de partir à la retraite n'a même pas besoin d'être remplacée. Les entreprises ont conservé

le personnel. Elles encaissent leurs gains de productivité maintenant.

Je ne vous parlerai pas non plus du progrès des ordinateurs et des algorithmes capables de prendre les décisions d'un patron. Je ne vous parlerai pas non plus des progrès de la robotique qui rend l'homme obsolète et notre vision de l'économie reposant sur une répartition de la richesse créée via le travail totalement dépassée.

Il ne peut donc pas y avoir de croissance économique saine car, pour le moment, les conditions d'une telle croissance ne sont pas réunies. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de solution mais, pour le moment, les solutions n'ont pas été conceptualisées et encore moins mises en œuvre.

La conclusion c'est que vous devez impérativement profiter de ces moments de répit pour vous préparer et organiser au mieux et votre vie et votre patrimoine car au bout du compte, comme le disait Warren Buffet, c'est lorsque la mer se retire que l'on voit qui est tout nu...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Le déficit commercial US au plus bas depuis 2009 en février

Selon une dépêche Reuters, le « déficit commercial des États-Unis est tombé en février à son niveau le plus bas depuis 2009 mais il est vraisemblable que cela s'explique en partie par un conflit social survenu dans l'un des principaux ports américains ».

Sans blague... C'est sûr que lorsque les dockers ne déchargent pas les navires pendant plusieurs mois, cela fait plutôt baisser les importations... D'ailleurs, Reuters précise que :

« Les importations ont diminué de 4,4 % à 221,7 milliards de dollars en février, au plus bas depuis avril 2011. Les importations de produits pétroliers ont été les plus faibles depuis septembre 2004. Les exportations ont baissé de 1,6 % à 186,2 milliards de dollars, au plus bas depuis octobre 2012. »

En clair, tout baisse. Les exportations et les importations, et quand tout baisse c'est rarement preuve d'une croissance économique très dynamique.

Pour conclure, cet article nous apporte deux autres informations précieuses.

« Les exportations vers la Chine ont chuté de 8,9 %, tandis qu'elles sont restées stables vers l'Union européenne. Les importations en provenance de

Chine ont dégringolé de 18,1 %, provoquant une réduction de 21,2 % du déficit, à 22,5 milliards de dollars »...

Les Américains vendent beaucoup moins aux Chinois, ce qui n'est pas bon pour la croissance chinoise, et leur achètent encore moins, ce qui n'est pas bon pour la croissance américaine. Mais puisque l'on vous dit que tout va bien, vous pouvez aller vous rendormir tranquillement et faire de beaux rêves de prospérité partagée !

Charles SANNAT [Source ici](#)

L'Islande veut révolutionner le système monétaire

L'Islande est le seul pays à avoir refusé de payer sa dette.

L'Islande est le seul pays à avoir refusé les plans du FMI.

L'Islande est le seul pays à avoir mis ses banquiers véreux en prison.

L'Islande est le seul pays refusant d'adhérer à l'Europe et à l'euro alors que le processus politique d'adhésion était enclenché.

Et désormais, en Islande, le gouvernement envisage d'enlever aux banques le pouvoir de créer de la monnaie...

C'est toute la différence entre la défense des intérêts du peuple et la défense des multinationales.

Je vous laisse donc prendre connaissance de cet article passionnant car en Islande, il se passe vraiment des choses et d'ailleurs... la croissance économique y est de retour !

Charles SANNAT

« La proposition est étudiée dans un rapport signé par un parlementaire du Parti du progrès (centriste, au pouvoir), Frosti Sigurjonsson. Cet entrepreneur et économiste avait déjà été l'un des artisans du processus d'annulation de la dette immobilière des ménages lancé en mai, afin de rétablir les finances du grand nombre d'Islandais étranglés par des emprunts contractés avant la crise financière de 2008.

Sa proposition, à la demande du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, tente de rompre avec un système qui a entraîné l'île dans une succession de crises financières. D'après une étude de quatre économistes de la banque centrale publiée lundi, le pays en a connu « plus de 20" depuis

1875, les crises « graves » arrivant « tous les quinze ans en moyenne ».

Pour M. Sigurjonsson, le problème vient de l'emballement du crédit chaque fois que l'économie accélère. La Banque centrale d'Islande n'arrive pas à l'endiguer et il dégénère en inflation, prise de risque exagérée et spéculation, menace de faillites bancaires et interventions étatiques coûteuses.

En Islande comme dans toutes les économies de marché modernes, la banque centrale contrôle la création de monnaie en pièces et billets, mais pas toute la création de monnaie, qui intervient dès qu'une banque commerciale accorde un crédit. Elle ne peut que tenter de l'influencer par ses outils de politique monétaire.

La proposition est de mettre fin au privilège concédé à des acteurs privés, en faveur d'une architecture dirigiste appelée « système de monnaie souveraine ». La banque centrale déterminerait le rythme de la création monétaire en fonction des besoins perçus de l'économie.

« Le pouvoir de créer la monnaie est maintenu séparé de celui de décider comment cette monnaie nouvelle est utilisée », a souligné M. Sigurjonsson. Et « comme pour le budget de l'État, le Parlement débattrait de la proposition du gouvernement pour l'allocation de la nouvelle monnaie ».

Les banques garderaient la gestion des comptes et moyens de paiement, ainsi que la fonction d'intermédiaires entre épargnants et emprunteurs. »

[Source le Matin.ch pour y lire la suite et la fin](#)

[La question énergétique française...](#)

Patrick Reymond 3 avril 2015

[Lorsque les lumières s'éteindront...]

Pour ce qui concerne l'électricité, EDF et ERDF ne sont pas très chaud, finalement, pour relier l'Espagne, not'bon électricien national freine des 4 fers l'interconnexion...

Parce que visiblement, cela lui créera de gros problèmes.

"Dépendant de l'énergie importée, le Portugal et l'Espagne ont fortement développé les énergies renouvelables. Elles satisfont 25% de la consommation du Portugal et 17% de celle de l'Espagne. Mais ces ressources ne sont pas disponibles pour le reste de l'Europe, faute

d'interconnexions suffisantes avec la France. "

Le renouvelable espagnol atteint les chiffres suivant :

- Eolien: 22,5%
- Hydro: 17,5%
- Solaire : 5,2% (PV: 3,2 - CSP: 2%)
- Autres EnR: 1,8%... Sans appel, et cela ne risque pas de diminuer, même si la diminution de la croissance est indéniable, pour des raisons budgétaires, plus que des raisons techniques. Et il faut avouer que le solaire, pour l'Espagne et son potentiel, c'est plus que modeste.

Et si l'on semble sur une falaise pour les énergies fossiles, notamment celles qui servent à se déplacer, l'énergie captive, elle est sur une phase ascendante qui risque de s'accélérer encore plus vite. Voire de s'emballer, si la baisse des prix continue, et des solutions de stockage sont trouvées...

On parle aussi de gazoduc, mais là où cela risque d'être marrant, c'est de savoir qui c'est qui va le remplir. Le gaz algérien, quand à lui est déjà largement exporté, et les marges de manoeuvres sont dans le meilleur des cas, inexistantes, et dans le pire, en déclin.

Le déclin, cela concerne aussi la consommation électrique allemande, la production d'électricité par le lignite, le charbon et le nucléaire, et un pays de plus en plus exportateur net. Donc, la donne va s'avérer compliquée pour EDF. En un mot, l'interconnexion, dans un marché intérieur aussi en déclin, cela s'appellera aussi plus d'importations... Quand aux débouchés... ils seraient plutôt bouchés. Bien sûr on exporte en Belgique, en Grande Bretagne, en Italie et en Suisse... Mais là aussi, les débouchés sont en déclin et subissent la concurrence allemande.

La production par charbon va décliner, parce que les centrales sont vieilles et auraient besoin de coûteuses mises à jour, voire de remplacement. Dans un marché en déclin et avec un manque de débouché, la question ne se pose pas. Les centrales au charbon "sous critique", (avec une faible efficacité, 75 % de plus de consommation de charbon et 67 % de plus d'eau), sont encore légion en Europe du Nord, dans l'ancienne "carbon belt", constituée par l'Allemagne, le Pologne et la Grande Bretagne. Les dernières centrales au

charbon lancées l'ont été il y a longtemps désormais, et il n'existe plus de projets. Les compagnies d'électricité allemande en difficulté sont celles qui possèdent ces centrales anciennes, trop gourmandes, et trop sales. La suite logique sera de les fermer, en cela, il précéderont le gigantesque "plan social", qui touchera EDF et sa restructuration.

Effondrement du « monde américain » : La « grande fuite » des amis des USA vers l'Asie

Sputniknews 02 avril 2015



Malgré les efforts déployés par l'administration Obama pour entamer un virage vers l'Asie, la Chine a malgré tout la primeur, qui a réuni autour de sa banque d'investissements les alliés les plus proches de Washington, estime le journaliste américain Wayne Madsen.

La France, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne ont décidé de suivre l'exemple du Royaume-Uni, l'un des premiers à avoir annoncé son intention de se joindre à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Même le dernier bastion du néo-conservatisme américain en Asie, l'Australie, selon le journaliste, sera attiré par la Chine. Le premier ministre australien Tony Abbott a en effet annoncé que son pays « voudrait en savoir davantage sur les mécanismes de gestion » de la BAII, révélant que l'Australie pourrait être le dernier des alliés des USA à oser « désobéir » aux mises en garde de Washington.

Wayne Madsen constate que la « grande fuite » des acolytes de l'Amérique dans le camp de la BAII a provoqué une réaction au plus haut niveau: le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew s'est rendu en Chine. La raison officielle de cette visite? S'entendre avec les autorités chinoises pour renoncer à la retenue de la croissance du yuan, ce qui « aiderait l'économie mondiale ». En réalité, d'après le journaliste, ce voyage était un geste de

désespoir. Hormis la BAII, la Banque de développement des Brics gagne également en importance, tandis que les appels lancés par USA à leurs alliés, qui demandent de s'en tenir au format classique d'intercommunication financière dans le cadre de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque asiatique de développement, n'ont plus d'effet.

Le transfert du contrôle sur les flux financiers de Wall Street et de la City aux nouveaux fonds et banques de développement à Pékin ou Shanghai est un fait accompli annihilant les efforts des USA pour préserver l'ordre établi, souligne le journaliste américain.

Tout le monde commence à reconnaître que le « monde américain » cède la place au « monde chinois », qui dispose du soutien des Brics et des nouveaux partenaires de Pékin dans le cadre de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, conclut Wayne Madsen.

'Nous vivons la plus grande défaite historique de la pensée keynésienne'

par Audrey Duperron · 03 avr. 2015 Express.be



« Nous vivons une intéressante défaite historique de la pensée keynésienne », écrit le philosophe et auteur belge Drieu Godefridi dans un article d'opinion publié dans La Libre Belgique.

Il rappelle que la crise financière de 2008 est le résultat de la crise des subprimes aux Etats-Unis, et qu'à cette occasion, plusieurs pays européens ont dû porter secours aux banques avec l'argent des contribuables, ce qui a eu pour effet de creuser davantage leur endettement, et de stopper la croissance économique.

La classe politique et les médias européens sont largement dominés par la

pensée keynésienne, affirme [Godefridi](#), et ils ont donc prôné de recourir à la dépense publique pour relancer l'économie.

Le philosophe libéral cite notamment le journaliste économique éminent du Financial Times, Martin Wolf, dont il dit qu'il tançait régulièrement le chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, au motif que ce dernier s'était lancé dans une politique de coupes budgétaires, alors que Wolf estimait qu'il fallait au contraire augmenter les dépenses de l'Etat. Désormais, le Royaume-Uni se targue de l'une des plus fortes croissances en Europe, observe Godefridi.

L'Allemagne, qui applique elle aussi des principes de gestion rigoureux, enregistre chaque année un excédent budgétaire. Même les économies de l'Espagne et du Portugal, qui avaient été plongées dans des difficultés quasiment comparables à celles de la Grèce, connaissent une éclaircie, après que ces pays ont suivi les cures d'austérité que leur ont imposées leurs créanciers internationaux à la suite de leur plan de sauvetage. Quant à l'Irlande, qui s'est vue elle aussi contrainte de suivre une politique de rigueur drastique imposée par ses prêteurs, elle est en train de recréer le miracle de l'époque du « Tigre Celtique ».

« Il n'y a vraiment que la Grèce du tandem Tsipras/Varoufakis, qui ne s'inscrive résolument dans le dogme keynésien de la solution par la dépense publique.

A moins d'un changement de cap inopiné de ce duo d'artistes, nous pourrions apprécier rapidement le succès de cette politique d'une grande pureté keynésienne, en effet. Nous vivons la plus grande défaite historique de la pensée keynésienne. », conclut Godefridi.

[Capitaliste et juste à la fois?](#)

[Myret Zaki](#) 2 avril 2015 [Bilan.ch](#) , Suisse

[La justice c'est quelque chose que l'on se paye (en tant que société). Avec l'appauvrissement mondial qui s'en vient le système de justice actuel tel que nous le connaissons (au niveau de chaque pays) va disparaître.]

L'idée ne vient pas cette fois d'un candidat à la présidentielle française, mais de l'élite financière. Huit ans après la crise, qu'on croyait oubliée, des milliardaires de la finance veulent réformer le capitalisme. Un

discours émerge sur une «morale de marché», où l'Etat ne semble pas jouer de rôle significatif. Cela peut-il marcher?

Une morale pour éviter le pire

Mi-mars, l'un des papes des hedge funds londoniens, plus connu pour la virtuosité de ses ventes à découvert que pour ses discours humanistes, a fait fort. Paul Tudor Jones II s'est interrogé lors d'une conférence si le capital pouvait être «juste».

Sa réponse a été oui – tout va bien, il n'a pas tourné marxiste - mais la définition selon lui doit s'élargir et inclure moralité et responsabilité, faute de quoi cela se terminera par des «révolutions, des impôts très élevés, ou des guerres». Son objectif? Que le marché récompense les entreprises au comportement le plus «juste», et qu'un standard de justice se propage dans les affaires, à travers les acteurs privés du secteur.

Quand le capitalisme se repense, c'est pour pouvoir se sauver lui-même, exactement comme les repositionnements stratégiques d'entreprises. A l'heure où l'écart entre 1% et le reste augmente aux Etats-Unis, où l'image des traders multimillionnaires souffre depuis 2008, où des sénateurs américains parlent d'un gouvernement «de, par et pour la classe des milliardaires», il n'est pas anodin que Tim Cook, le patron d'Apple, annonce ces jours-ci qu'il donnera l'essentiel de sa fortune à des associations caritatives, à l'instar de Bill Gates et Warren Buffett.

A y regarder de plus près, ces derniers jouissent au quotidien de la réputation d'hommes qui ont donné 95 à 99% de leur fortune, action inscrite en bonne place sur leur profil Wikipédia. Mais dans les faits, ils possèdent à ce jour les 1^{re} et 2^e fortunes mondiales, selon *Forbes*.

S'ils avaient donné autant, ils ne seraient même pas dans les 100 premières fortunes; le don sera donc effectif, au mieux, à leur décès. Buffett a aussi maintes fois répété qu'il serait prêt à payer plus d'impôts; mais il minimise agressivement ses impôts, et n'en fait pas secret.

Schizophrénie? Non, simplement la démonstration que ces beaux discours font la part belle au marketing. Si les Etats ne créent pas un cadre contraignant afin que les idées généreuses ou responsables puissent forger un nouveau standard de business, ces idées auront valeur de promesse, et non de

contrat. Vouloir se moraliser via l'autorégulation restera illusoire.

Mais il faut dire que les Etats sont encore moins à la hauteur de la tâche. Si Tudor Jones parle de «récompenser le comportement juste», les Etats, au travers de leurs sauvetages de 2008, en sont venus à récompenser des comportements injustes, et peinent toujours autant à les réprimer (manipulations de cours, délits d'initié, ventes à découvert agressives, bonus excessifs, fraude fiscale, blanchiment...). Ils sont quasi hors jeu.

Le capitalisme dispose d'une grande marge pour se réformer. Sa longévité atteste de cette capacité. Mais les partisans de ces réformes éthiques sont avant tout rationnels: s'ils peuvent se contenter de retirer de ces discours une bonne publicité, et une légitimité, sans supporter le coût réel de l'éthique, ils le feront, un peu à l'exemple du marketing vert d'un McDonald's.

La morale individuelle peut-elle être la seule forme de régulation? Non. Mais comme les Etats ne saisiront pas la perche qui leur est tendue, la contrainte viendra du marché, à la prochaine crise. La sanction sera excessive pour tout le monde, temporaire, et vite oubliée.

Les Etats-Unis, nouveaux exportateurs de pétrole ?

Jody Chudley 3 avril 2015 | [La Rédaction](#) | [La quotidienne d'Agora](#)

[Prétendre cela, c'est oublier que le pétrole de schiste est un feu de paille (et une arnaque)...]

J'en ai assez et je voudrais que cela cesse.

De quoi je parle ? Du fait que je doive constamment deviner, en tant qu'investisseur dans l'énergie, de quelle façon les tergiversations politiques vont impacter le secteur.

D'abord, il y a eu le moratoire sur le forage en mer qui a maintenu beaucoup d'entreprises dans les abysses de l'incertitude pendant une bonne partie de l'année – c'est l'acte I.

Puis il y a eu les interdictions de pratiquer le *fracking* dans divers endroits — acte II.

Troisièmement, il y a le report sans fin de la construction du pipeline Keystone XL, qui n'a pas encore été résolu.

Et à présent, l'acte IV : il faut que les responsables politiques abrogent une

interdiction qui n'a plus lieu d'être sur l'exportation du pétrole américain.

Les Etats-Unis se trouvent dans une situation bien étrange : ils sont encore très dépendants des importations de pétrole étranger (7 millions de barils par jour) mais ont une production importante d'un genre très particulier de pétrole (le pétrole léger) que les raffineries américaines peuvent traiter.

Autoriser ou ne pas autoriser les exportations de pétrole ?

C'est devenu une question très importante. La réponse à cette question est évidente mais une personne beaucoup plus intelligente que moi pourrait ne pas être d'accord. Puisque je suis bien conscient des dangers des préjugés, je voudrais partager avec vous une opinion différente de la mienne.

Cette opinion, c'est celle de Charlie Munger, l'associé de Warren Buffett. Selon lui, la bonne réponse à la question d'exporter ou pas du pétrole est sans doute un non catégorique. Je pense que Munger dirait cela à cause de ce qu'il pense être le mieux pour les intérêts à long terme des Etats-Unis.

Ce n'est pas une réponse que les investisseurs qui possèdent des producteurs de pétrole nord-américains (comme moi) sont ravis d'entendre. Ces entreprises perçoivent un faible prix pour le pétrole qu'elles produisent parce que les Etats-Unis ne peuvent pas exporter, et cela leur coûte des milliards de dollars.

Mais voilà, Munger est l'un des hommes les plus rationnels qui existe sur Terre. Il est également l'un des plus intelligents.

Et son avis sur la production de pétrole et gaz américains est particulièrement intéressant.

Exporter, une idée stupide et dangereuse ?

En 2013, Munger assista à une table ronde sur les relations Etats-Unis – Chine. On y aborda, entre autres, le sujet de l'indépendance énergétique des Etats-Unis.

Avec son franc-parler qui le caractérise, Munger déclara que lutter pour l'indépendance énergétique des Etats-Unis était une "idée stupide."

Pourquoi ? Parce que dépendre de régions du monde qui n'aiment pas l'Amérique ne peut être une bonne chose pour la sécurité énergétique.

L'avis de Munger est basé sur le fait qu'il pense que (et j'utilise ses propres termes) "il est absolument certain que l'offre de pétrole et de gaz va

incroyablement diminuer et que leur prix va beaucoup augmenter".

Munger veut que les Etats-Unis gardent leur pétrole pour l'avenir, lorsqu'il sera encore plus difficile de s'approvisionner. La meilleure chose que pourrait faire l'Amérique aujourd'hui est de produire aussi peu que possible et d'importer au maximum. Cela dans l'intérêt long terme du pays qui pourra ainsi être dans une meilleure position à l'avenir, lorsque le pétrole et le gaz deviendront plus rares.

Selon Munger, chaque baril de pétrole importé permet de garder un précieux baril de ressources américaines qui pourrait être utilisé plus tard. En quelque sorte un sacrifice à court terme pour un bénéfice à long terme.

Même s'il ne l'a pas clairement affirmé, je pense ne pas me tromper en affirmant que Charlie serait contre le fait d'exporter le pétrole américain. Toutefois, je soupçonne également qu'il approuverait fortement le Keystone XL Pipeline, qui apporterait d'énormes quantités de pétrole canadien aux raffineries de Houston et aux terminaux d'exportation.

La vision de Munger sur ce qu'il faut faire avec le pétrole américain est celle d'un milliardaire qui n'a jamais eu de problème à créer de la richesse pour sa famille. Il est génétiquement doué pour créer de la richesse. J'ai trouvé son opinion sur la tendance à terme du prix du pétrole remarquable, mais la réalité est que c'est l'économie qui dictera la vitesse à laquelle le pétrole américain sera produit.

Personnellement, je pense qu'il faut dire oui à l'autorisation des exportations de pétrole américain. Naturellement, je pense la même chose à propos du Keystone XL, mais ceci est une discussion dans laquelle un Canadien comme moi ne devrait peut-être pas entrer.

Autorisation des exportations ou pas, voici comment profiter de la faiblesse des cours du pétrole US

Même si les exportations de pétrole sont autorisées, il semble fort probable que les responsables politiques prendront leur temps à le faire approuver. En attendant, il y a une réelle probabilité que le prix du pétrole américain soit inférieur aux prix mondiaux.

Aucun groupe d'entreprises ne bénéficie plus de cette situation que les raffineurs. Ces entreprises ont des coûts de production basés sur un pétrole américain à bas prix et vendent leurs produits raffinés sur la base des prix

mondiaux élevés.

En février dernier, j'ai suggéré de jeter un coup d'oeil aux raffineurs qui sont le plus exposés à ces différentiels de plus en plus élevés (WTI/Brent et LLS/Brent). Je pense que les atermoiements politiques ralentiront l'abrogation de l'interdiction d'exportation de pétrole.

Je conseillerais d'abord d'étudier **Marathon Petroleum (MPC)**, **Phillips 66 (PSX)** et **Valero Energy (VLO)**. Ces sociétés ont la plus forte exposition aux prix du brut de la Côte du Golfe et de Cushing.

Posséder ces raffineurs pourrait également constituer une bonne couverture pour un portefeuille de producteurs de pétrole nord-américains, dont la performance boursière sera sans doute inverse de celle du secteur du raffinage.

[Iran: une opportunité sous condition pour les compagnies pétrolières](#)

Romandie.com et AFP 3 avril 2015

Paris - L'accord sur le nucléaire iranien, qui annonce une levée des sanctions frappant le pays, crée une opportunité pour les sociétés pétrolières étrangères, mais pas avant plusieurs mois, voire plusieurs années, et à condition que les termes des contrats proposés soient intéressants.

L'accord de jeudi pourrait représenter une première étape vers un retour des compagnies occidentales en Iran, note ainsi un analyste du secteur.

Les sanctions décrétées contre l'Iran par les Etats-Unis, dès 1979, puis, à partir de 2006, par l'ONU et l'Union européenne, se sont traduites par un départ progressif des majors pétrolières, la française Total ayant été la dernière à quitter le pays, en 2008. Seules sont présentes aujourd'hui quelques compagnies chinoises et indiennes.

La perspective d'une levée de ces sanctions représente un potentiel rare: l'Iran est encore aujourd'hui le cinquième plus gros producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), en dépit des sanctions, avec une production de 2,81 millions de barils par jour en moyenne en 2014 (contre 4

millions en 2008), et des exportations d'environ 1,1 million de barils par jour. Côté gaz, le pays dispose des deuxièmes réserves mondiales après la Russie, à travers notamment le gisement de South Pars.

L'Iran, c'est un pays au potentiel pétrolier et gazier considérable. Peu de pays ont les deux à la fois, et dans l'industrie pétrolière, tout le monde le sait, souligne Francis Perrin, président du groupe de revues spécialisées Stratégies et politiques énergétiques (SPE).

Mais, si retour il y a, il n'aurait pas lieu avant plusieurs mois, avertit Pierre Terzian, directeur de la revue Pétrostratégies.

D'abord, parce que l'accord (de jeudi) est un accord politique de grands principes. Il faudra travailler sur les détails techniques et arriver à un accord définitif d'ici le 30 juin, explique-t-il.

- Pas d'accord sur le calendrier -

De plus, comme l'a rappelé le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius vendredi matin, il n'y a pas encore d'accord sur le calendrier de levée des sanctions économiques.

Pendant les négociations, l'Iran poussait à une levée immédiate, tandis que les grandes puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume Uni, France, et Allemagne) prônaient plutôt un étalement sur deux ans de leur retrait.

Une fois les sanctions levées, l'Iran devrait d'abord mettre sur le marché les stocks de pétrole qu'il a accumulés. Il pourrait ensuite avant la fin de l'année, remonter à des niveaux (de production) significatifs, estime Guy Maisonnier, économiste au centre de recherches IFP Energies Nouvelles, évoquant les 3,4 millions à 3,6 millions de barils par jour que produisait le pays en 2012.

Cette montée en puissance dépendra de l'état des installations d'extraction et de raffinage iraniennes, le pays ayant été coupé pendant plusieurs années des technologies des compagnies occidentales et de l'accès aux pièces détachées.

Pour la suite, l'Iran ne fait pas mystère de sa volonté de faire appel aux compagnies étrangères. En 2014 au Forum économique de Davos, le président Hassan Rohani avait ainsi appelé les Occidentaux à revenir en Iran pour y investir dans le secteur énergétique.

Mais l'intérêt de ces derniers dépendra en grande partie des conditions auxquelles se feront les nouveaux contrats.

Pour que les compagnies reviennent en Iran, il faudrait que les termes fiscaux des contrats soient intéressants, or ce n'était pas le cas avant les sanctions. Le système iranien de contrats dits de +buy-back+ était trop risqué pour les compagnies internationales, estime ainsi Bertrand Hodée, analyste spécialiste du secteur de l'énergie à la maison de courtage Raymond James.

Alors que la majorité des contrats pétroliers dans le monde sont des concessions ou des contrats de partage de production, l'Iran privilégie en effet des contrats de buy-back, ou contrats de service à durée limitée, où les compagnies sont rémunérées pour les investissements réalisés dans les installations. La production revient elle à la compagnie nationale, NIOC.

L'Iran est conscient de cela, notamment le ministère iranien du pétrole, et travaille depuis quelque temps sur un nouveau modèle de contrat pétrolier, l'Iran Petroleum Contract (IPC), qui devrait être plus incitatif pour les groupes étrangers, observe M. Perrin.

Car le pays veut travailler avec les meilleurs, ajoute-t-il.

Si l'absence prolongée des majors américaines risque de rendre leur retour plus compliqué, les sociétés pétrolières européennes comme Total, Eni ou Shell ont donc une bonne carte à jouer, d'autant que, selon M. Perrin, l'Iran n'est pas très satisfait de la performance des opérateurs asiatiques actuellement présents sur son territoire.

Le scandale grec

Marc Fiorentino Morning Zapping 01/04/2015

Ce qui se passe avec la Grèce est un scandale. Hier, et c'est assez rare pour le noter, un membre du Parlement allemand a démissionné pour dénoncer cette situation. Ce qui est aberrant, ce n'est pas qu'on puisse décider d'aider la Grèce à fonds perdus mais c'est qu'on ne dit pas la vérité. Et la vérité c'est que la Grèce est déjà en faillite et ne remboursera pas ses dettes.

SECOUSSE AU PARLEMENT ALLEMAND

La situation Grecque provoque des tensions en Allemagne. Ce qui s'est passé hier est suffisamment rare pour être souligné. Un député allemand a démissionné hier de ses fonctions. Pas n'importe lequel. Le numéro 2 du CSU, la branche bavaroise du parti d'Angela Merkel. La raison est simple : il refuse d'être obligé de voter en faveur d'une aide à la Grèce qu'il juge totalement aberrante. Pour comprendre l'importance de l'évènement, imaginez que les frondeurs du PS ne soient pas des frondeurs d'opérette en mal de postes ministériels mais qu'ils démissionnent de l'Assemblée pour être en accord avec leurs idées...

PAS D'ACCORD ENCORE AVEC LA GRECE

On n'est pourtant pas encore parvenu à un accord avec la Grèce. Les négociations ont été suspendues hier sans résultats après 5 jours de discussions. Mais ce qui est surprenant, voire aberrant, c'est que personne ne dit la vérité sur la situation Grecque. Et pourtant elle est simple. Un pays qui doit puiser dans les réserves faméliques de la sécurité sociale pour payer les salaires et les retraites est un pays en faillite. Il faut avoir le courage de reconnaître cette faillite. Et soutenir la Grèce sans l'obliger à se restructurer profondément est aberrant. Dans le monde de l'entreprise cela s'appelle un soutien abusif et c'est un délit.

GREXIT OU DON ?

Ce député est pour le Grexit. C'est même un eurosceptique. Mais ce qui est important dans cet évènement c'est qu'il met en lumière la mascarade que l'on vit avec la Grèce. On parle de nouvelles dates butoirs pour une solution, mais cela fait longtemps que la Grèce a passé la limite. La Grèce est en faillite. Elle ne pourra jamais rembourser les 330 milliards qu'on lui a prêté. La question doit donc être posée simplement : est-ce qu'on veut à nouveau lui donner 20 à 50 milliards d'euros de plus, c'est le minimum pour la maintenir à flots, pour éviter le Grexit ? Il faut appeler un chat un chat et une

faillite, une faillite.

MEILLEUR DÉBUT D'ANNÉE BOURSIÈRE

en France depuis 1998. [Avec une hausse du CAC de 18%](#). Et des performances spectaculaires comme les 53% de [Peugeot](#), les 46.3% d'[Airbus](#) ou encore les 40% de [Renault](#). Et c'est pareil en Europe avec un Eurostoxx 50 qui a progressé de 17.50%

ET VOUS, AVEZ VOUS UN PEA?

Vous êtes 7 millions à avoir un PEA dont vous vous occupez pas ou mal. Et vous êtes encore plus nombreux à ne pas en avoir alors que c'est une incroyable niche fiscale. [MonFinancier a pensé à vous avec une solution qui est parfaitement adaptée à vos besoins.](#)

LES CHINOIS SPÉCULENT

Ce qui se passe en Chine est tout simplement dingue. Depuis le début d'année, les indices boursiers flambent de 16 à 40%. Et ce sont les particuliers qui alimentent la hausse. Nombreux sont ceux qui n'ont pas de travail ou ont abandonné leur job pour spéculer tous les jours sur les marchés.

RECRUTEMENT

Selon le Parisien, la cellule de régularisation des exilés fiscaux est en surchauffe. Et des nouveaux inspecteurs vont être mobilisés avec la création de quatre nouvelles cellules à Lyon, Marseille, Bordeaux et Strasbourg. Bercy parle de 200 nouveaux dossiers par semaine et de 2 milliards d'euros d'impôts ou pénalités qui devraient rentrer dans les caisses de l'État en 2015 après les 1,9 milliard de 2014.

LE RAPPORT SUR RADIO FRANCE

Alors que la maison est en grève depuis deux semaines, la Cour des Comptes dénonce son fonctionnement et prône des mesures radicales comme la fusion des rédactions de France Info, France Culture et France Inter. Elle dénonce une gestion "calamiteuse". Rien que ça.

LA PATATE FROIDE

Picard marche bien. Très bien. En 14 ans, l'entreprise de surgelés est passée 4

fois de fonds financiers en fonds financiers. Mais aujourd'hui c'est une entreprise de boulangerie industrielle zurichoise qui devrait reprendre cette patate froide et chère.

NOUVELLE ASSEMBLÉE D'ACTIONNAIRES

Rihanna, Beyoncé, Madonna, Daft Punk, Alicia Keys, Coldplay etc etc sont devenus actionnaires du nouveau site de streaming Tidal. C'est troooooop biiiiiiiieeeeeen!

IL VA Y AVOIR DES PLEURS

Ce n'est pas une bulle, c'est une méga bulle. Les biotechs ont progressé de 240% au Nasdaq depuis 2012. Avec des valorisations absurdes. A Paris, ce n'est pas mieux. Les introductions en Bourse de biotechs à des valorisations aberrantes se poursuivent alors que les performances des précédentes sont très mauvaises.

LE NIGERIA

Pays étonnant. Quand on dit Nigeria, on ne pense que Boko Haram. Or, le Nigeria est le pays le plus riche d'Afrique, plus que l'Afrique du Sud. 173 millions d'habitants. L'alternance a eu lieu avec les élections, le président sortant a dû céder sa place à son opposant. Les semaines qui viennent vont être cruciales. On verra si la démocratie est respectée mais les chrétiens du Sud, comme le soulignent les Echos, craignent l'arrivée au pouvoir de ce musulman du Nord. Pas simple.

Oh les belles bulles !

Marc Fiorentino [Morning Zapping 02/04/2015](#)

C'est reparti. On commence à voir de belles bulles se former çà et là. Mais la plus belle, après celle des biotechs, c'est la bulle chinoise. Encore. Comme en 2007. Les Chinois se ruent par dizaines de millions sur la Bourse en spéculant à crédit. La Bourse flambe. Oh la belle bulle!

RECORDS CHINOIS

Les indices chinois enchaînent les records: Et revoilà venu le temps des bulles. Les belles comme on aime. Il y a les biotechs par exemple. 240% de hausse depuis 2012 et des valorisations aberrantes. Et il y a les marchés

chinois. Au plus haut depuis 7 ans. 17% de hausse à Shanghai depuis le début de l'année, mais 39% de hausse à Shenzhen. Avec, évidemment, des valeurs qui ont doublé ou triplé, et des introductions en bourse qui provoquent des hystéries générales.

LE DÉLIRE DES PARTICULIERS

Est ce très différent des hausses des indices boursiers un peu partout dans le monde?

Totalement différent. Cette hausse des indices n'est pas liée à la ruée des investisseurs institutionnels ou des professionnels de la gestion. Elle vient exclusivement ou presque des particuliers. Les chiffres sont tout simplement dingues. En Mars seulement, 4 millions de Chinois ont ouvert un compte bourse, c'est plus que le total des Français qui investissent en Bourse. Et bien évidemment, tous ces comptes fonctionnent à crédit, avec un effet de levier très important.

QUAND LA CHINE S'ÉVEILLERA

Pourquoi cette ruée des Chinois vers la Bourse ? On assiste à un transfert de la spéculation de l'immobilier vers la Bourse. Le gouvernement a pris des mesures il y a quelques mois pour freiner la hausse des prix et réduire le levier sur les investissements immobiliers des particuliers. En même temps, les taux commencent à baisser en Chine du fait du ralentissement économique et les placements traditionnels rapportent moins. Toujours le même scénario. Des millions de profanes qui se prennent pour des loups de Wall Street et jouent à crédit. Avant la crise, la bourse chinoise avait plus que triplé avant de s'effondrer de plus de 65%. L'histoire boursière se répète.

IL N'Y AURA PLUS DE RÉFORMES EN FRANCE AVANT 2017

Plus Macron et Valls répètent que les réformes vont continuer, plus on sait qu'il ne se passera plus rien compte tenu de la fragilité de la situation du gouvernement et de sa volonté de rassembler à gauche pour éviter une élimination au premier tour de 2017. Nous aurons des mesurettees montées en épingle, comme Macron 1. Mais rien de fondamental. Ni sur les seuils sociaux, ni sur le code du travail, ni sur les dépenses publiques.

NE DITES PLUS

C'est nickel ! quand vous trouvez que c'est bien. le nickel s'effondre. Il est au plus bas depuis 6 ans.

VIVE LES BULLES (SUITE)

Introduction hier de GoDaddy, boîte d'hébergement de sites et de gestion de noms de domaine: 30% de hausse à l'ouverture. 3 milliards de dollars de valeur pour 1.4 milliard de dollars de perte, 143 millions de dollars de pertes et 1.5 milliard de dettes. La fête continue !

TRISTE

Charlie: le poison des millions. La guerre est déclarée au sein de Charlie comme le témoigne une tribune publiée dans le Monde. On se bat pour devenir actionnaire du journal. Un journal qui a maintenant près de 20 millions d'euros de trésorerie.

PAS TERRIBLE

La réaction de la RATP qui a censuré les affiches du concert du groupe "Les Prêtres" pour enlever la mention "au bénéfice des Chrétiens d'Orient".

LE TTSO DE LA SEMAINE: MAGIQUE!

Durant les années 70, Jack Nicholson, Warren Beatty, Kirk Douglas et James Caan, tous voisins de la Playboy Mansion s'étaient fait construire des tunnels allant de leur résidence au légendaire château néo tudor d'Hugh Hefner et ses bunnies !!! N'oubliez pas de vous abonner à TTSO. [Cliquez ici](#)

LA GUERRE CHEZ VIVENDI

Le hedge fund de Peter Shoenfeld continue son offensive contre Bolloré. Deux enjeux: empêcher la loi Florange, qui permet les droits de vote doubles automatiques après deux ans, de s'appliquer et accélérer les cessions au sein du groupe. Bolloré mène la contre-attaque. Et il va gagner. Comme dab.

DAILYMOTION ENJEU NATIONAL

C'est reparti. Montebourg avait empêché la cession de Dailymotion à

Yahoo. Maintenant c'est Macron qui veut, pour cause de patriotisme, empêcher la cession au groupe hongkongais de PCCW. Lafarge peut se vendre à Holcim, certaines entreprises comme Mory peuvent couler, mais Dailymotion est devenu une cause nationale. Allez comprendre...

VITE A LA ROULETTE!

Bientôt des casinos à Paris ? L'État étudie cette possibilité. L'idée est de remplacer les cercles de jeux touchés par les scandales mais surtout d'augmenter les recettes de l'État. Chouette, on va pouvoir flamber.

UNE PLACE A PRENDRE

La personne la plus vieille au monde est morte hier au Japon. 117 ans. Il ne reste plus que 4 personnes au monde qui ont connu le 19ème siècle. Le secret de la longévité de madame Misao Okawa? "manger sainement et bien dormir". C'est maintenant Gertrude Waever, 116 ans, vivant dans l'Arkansas qui a pris sa place.

Où va le monde?

Marc Fiorentino [Morning Zapping](#) 03/04/2015

À la veille des fêtes de Pâques et de Pâque, je vous propose de réfléchir à une question majeure: où va le monde? Rien que ça. Et deux personnes ont choisi de s'affronter depuis quelques jours sur cette question sur Twitter. Ben Bernanke, ancien patron de la FED, et Larry Summers, ancien secrétaire du Trésor et ancien conseiller économique d'Obama.

BATAILLE DE GÉANTS

Sur Twitter, il y a une bataille de géants de l'économie ... Et c'est LE sujet qui agite les milieux économiques aux États-Unis. Il y a quelques jours, discrètement, Ben Bernanke a créé son compte Twitter. Ben Bernanke, on le rappelle, est le patron de la Banque Centrale Américaine de 2006 à 2014. L'inventeur du quantitative easing et des taux zéros c'est lui. Et il n'a pas décidé de tweeter sur sa vie de retraité, ou son film préféré. Non il s'est tout simplement attaqué à un sujet majeur qui nous concerne tous : pourquoi la croissance économique ne retrouve pas ses niveaux habituels d'après crise.

LA CROISSANCE ZÉRO

En fait, il s'est attaqué à une théorie populaire aux États-Unis. Il s'est attaqué directement à Larry Summers, ex secrétaire d'état au Trésor sous Clinton et ex-conseiller économique d'Obama. Pour Summers nous sommes entrés dans une ère de stagnation économique structurelle. Pour deux raisons : la démographie et la technologie. En gros on est partis pour des décennies de croissance zéro. Et les taux d'intérêt zéro ou négatifs ne changeront rien. Bernanke a donc pris sa plume de Twitter pour lui répondre qu'il était trop pessimiste

TROP D'ÉPARGNE OU TROP DE SENIORS

Quelle est l'explication de Ben Bernanke à cette croissance molle : L'excès d'épargne. Les ménages épargnent trop mais surtout les pays épargnent trop et ça fausse tout. Quand la Chine vend des milliards de dollars de produits dans le monde, au lieu de dépenser l'argent qu'elle gagne pour le remettre dans le circuit économique, elle le stocke en réserves de change et stérilise partiellement la croissance économique. Vous voyez que l'on est quand même ici dans un duel de haut vol sur un sujet massif. On trouve vraiment de tout sur Twitter même des gens qui se battent pour nous expliquer où va le monde.

INSUPPORTABLE

Il est temps que ça cesse. Jean-Marie Le Pen a réitéré sa déclaration sur les chambres à gaz détail de l'histoire. Il faut que les médias cessent de donner la parole à cet être abject.

TROIS MOIS DE PLUS

Sans surprise, une fois de plus, les négociations avec l'Iran ont été reportées alors qu'on avait dépassé la limite. Au 30 juin. Mais un accord d'étape a été signé et un accord total est probable. Et les conséquences géopolitiques et économiques seront immenses.

LE CHIFFRE DU JOUR

40: c'est le nombre de mails que les Français reçoivent en moyenne par jour.

LA BONNE NOUVELLE DU JOUR

Le taux de marge des entreprises va nettement remonter au premier trimestre: 31.3%, soit une hausse de 1.4%, après 5 ans de recul.

Chouette !!!

ET DE 3

BFM a racheté la chaîne de TNT nationale numéro 23 qui vient rejoindre BFM et RMC découverte.

FAITES PLAISIR A UNE AMIE OU A UN AMI

Abonnez-le gratuitement à notre newsletter. C'est tout simple, très rapide et ça fait très plaisir. [Cliquez ici](#)

INCROYABLE !

La France a emprunté 4.7 milliards d'euros à 10 ans à...0.46%. Du jamais vu. Il y a trois ans, le taux était à 3.5%. C'est une bonne nouvelle pour nos finances mais une très mauvaise nouvelle pour les réformes: ces taux poussent à la paresse, la gabegie et l'inaction.

AU CINÉMA CE WEEK END

Nos amis du cinéma Le Balzac à Paris nous rappellent qu'il faut vite aller voir Timbuktu, Whiplash et Birdman tant qu'ils sont à l'affiche... Et pensez à vous inscrire à [la lettre du Balzac](#) pour connaître tous leurs films à l'affiche, les horaires et les prochaines sorties.

VOUS POUVEZ RESTER AU LIT

Les marchés sont fermés aujourd'hui

MAIS CE SOIR N'OUBLIEZ PAS

votre émission préférée C'est votre Argent. Une émission exceeptionnnnelle. On rejoue la semaine, vous conseille sur les marchés avec notre gourou Emmanuel Lechypre, notre soleil Laure Closier, Jérôme Fauvel de La Française AM et Olivier Rangeard de Neuflyze OBC. Le patron de la semaine c'est Pierre Fraidenraich, patron de Libé. Le thème de la semaine: la révolution de la gestion passive avec les ETF avec Benjamin Fussien d'Euronext, Thibaud Renoult de

Commerzbank et Benoit Sorel d'Ishares.

BONNES FÊTES DE PÂQUES ET DE PÂQUE

VOILÀ C'EST TOUT
BONNE JOURNÉE
MAY THE FORC BE WITH YOU

Vers un défaut de l'Eurogroupe en Grèce pour rétablir l'euro sur l'intérêt général

2 avril 2015 *blog de Paul Jorion*, par Pierre Sarton du Jonchay

Deux faits massifs paraissent invisibles dans la dramaturgie des négociations financières entre la Grèce et l'Eurogroupe. Le premier fait est la descente aux enfers ininterrompue du système financier mondial depuis le krach des subprimes en 2007-2008. Les banques centrales n'ont jamais cessé de déverser des flots de liquidité virtuelle sur le marché interbancaire international afin de compenser la glaciation du crédit interbancaire provoqué par la faillite de Lehman Brothers. Le FMI ne peut que constater la **croissance vertigineuse de l'endettement public** à l'échelle mondiale par rapport à la croissance réelle des économies. Pour masquer la faillite des banques, les grands États n'ont pas d'autre solution que d'émettre des titres de dette sur des recettes fiscales illusoires afin de fournir une contrepartie nominale légale à l'émission monétaire de leurs banques centrales.

La production bancaire de liquidité fictive sur des actifs toxiques dont la valeur réelle est inférieure au prix nominal n'a jamais cessé depuis 2007. Les États se sont juste substitués aux banques pour l'émission des titres financiers pourris auxquels les banques adossent la liquidité passive de leur capital. La zone euro où plusieurs États se partagent une même monnaie fait percevoir l'angoisse financière à l'opinion publique par le fait que les dettes interbancaires pourries sont aussi des dettes entre États distincts. Les électeurs peuvent voir le délitement bancaire du fait que leurs gouvernements sont obligés d'en discuter officiellement. Par essence, la zone euro fait affleurer la détresse financière du monde dans le débat politique. Le FMI mesure le gonflement de la bulle financière au-dessus de l'économie réelle écrasée sous une masse de dettes que **ni les personnes morales nationales ni**

la personne de l'humanité globale n'est en mesure de rembourser avant la fin des temps.

Le deuxième fait est spécifique à la construction monétaire de l'euro. La gouvernance de l'euro est institutionnellement construite sur une indépendance théorique de la sphère financière par rapport à la politique et à l'économie réelles. Cette dénégation de la réalité pratique des interactions entre le financier bancaire et le réel économique-politique induit **une alternative binaire pour la résolution de la crise en Grèce** : exclure les Grecs de la zone euro ou plier la réalité grecque aux injonctions techniques de pseudo experts financiers. Experts financiers qui hors de la zone euro préconisent à l'instar du FMI la souplesse financière publique qui est refusée à la Grèce.

La zone euro est construite sur le dogme de la neutralité monétaire par quoi la banque centrale est réputée omnisciente et définie toute puissante dans l'émission des signes monétaires. Elle émet miraculeusement une liquidité monétaire parfaitement proportionnée aux besoins réels de l'économie et à une solvabilité bancaire incontestable. La dogmatique ordo-libérale ne voit absolument pas de relation de cause à effet entre le gel de la liquidité inter-bancaire dans les subprimes et l'explosion des dettes publiques par rapport au produit intérieur brut de la zone euro. Le dogme de la libre circulation du capital en euro ne serait d'aucune conséquence sur le calcul et la perception de l'impôt. Il n'y aurait aucune dépense commune nécessaire que les intérêts privés ne puissent pas entièrement assumer sous la surveillance d'autorités publiques symboliques indépendantes de la démagogie populiste.

Du dogme de l'euro libéral au-dessus de toute **réalité humaine** contingente, il résulte que l'élection du gouvernement Syriza par des citoyens réputés inconscients ne peut se résoudre que par le démantèlement de l'Etat national grec ou sinon la sortie de l'euro. Cette présentation de la problématique financière et monétaire par le cas grec est en fait délibérément idéologique afin de masquer les intérêts particuliers oligarchiques qu'elle sert. La réalité politique et financière objective expérimentée depuis 2008 est en effet que la fiscalité des États nationaux est la seule assurance possible et efficace de la stabilité financière et monétaire. Il existe en Grèce comme ailleurs **une politique intermédiaire de la réalité économique**. Elle consiste à restaurer le contrôle politique public sur la conformité de l'emploi du capital à l'intérêt

général, donc à **taxer la circulation du capital** en proportion des charges communes qu'il fait peser sur l'intérêt général.

Factuellement, la Grèce est l'État de la zone euro le plus affecté par la crise mondiale à cause du très haut degré d'interdépendance politique, économique et financier où il se trouve vis-à-vis de ses partenaires de l'euro qui sont malencontreusement plus gros et plus forts. Dans le régime libéral actuel qui bannit la régulation des échanges économiques et financiers par les États ou les organisations d'États, il n'existe aucun dispositif d'**ajustement du prix des échanges extérieurs de la Grèce** à la masse des crédits qui lui sont accordés pour financer les déséquilibres plus ou moins temporaires de ses échanges extérieurs.

Le non-système de l'euro incite les banques d'abord privées et maintenant publiques à prêter indéfiniment en temps et en montant indépendamment d'une appréciation objective et effective de la solvabilité et de la liquidité. Le cas grec est une occurrence limite, et particulièrement aiguë à cause de l'euro, d'une situation systémique mondiale. La situation des États-Unis est au moins aussi dégradée que celle de la Grèce mais sans les symptômes du fait que les États-Unis sont la banque en dernier ressort du monde. Les États-Unis peuvent donc s'accorder sans limite des crédits à eux-mêmes en obligeant le monde entier à leur prêter sans contrepartie économique véritable.

Aux États-Unis comme en Grèce et partout ailleurs, toutes les règles prudentielles d'évaluation de la capacité de remboursement réelle des **emprunteurs étatiques, bancaires et multinationaux sont factices**, c'est à dire non objectivement discutables ni vérifiables. C'est le principe de la libre circulation du capital en monnaies de réserve internationales, dollar, euro, livre, franc suisse, qui laisse les intérêts particuliers privés décider arbitrairement de la légalité et de la rationalité de leurs dépenses. Depuis 2008, les dettes explosent à l'échelle du monde afin de fournir un collatéral nominal à la création monétaire des banques centrales, laquelle a pour seule et unique finalité de maintenir à flot certaines banques et certains États indépendamment de toute rationalité économique et financière objectivement réaliste.

Le tintamarre sur la Grèce est lié aux banquiers français et allemand qui prétendent à une rationalité que les autres n'auraient pas. Ces banquiers

forcent la classe politique qu'ils financent à produire les éléments de langage politique qui simulent des règles effectives de limitation de l'endettement des États. Le but de cette simulation est d'entretenir le prélèvement de liquidité gratuite et sans contrepartie de l'économie financière sur l'économie réelle. Dans la zone euro, la liquidité gratuite de la sphère financière a pour effet de bord d'accroître sans limite l'excédent et la créance allemands de paiements courants sur les non-Allemands. Il faut donc désamorcer l'inquiétude des déposants allemands qui vont forcément porter à terme le prix des fausses créances qu'ils ont accumulées sur la zone euro ainsi que sur le reste du monde.

Ces constats et ces mécanismes sont très clairs dans les têtes financières et politiques. La nécessité d'une comptabilisation des pertes de crédit des banques et des États ainsi que de la régulation de la masse des crédits par une puissance publique non bancaire est donc une évidence pour les décideurs en prise avec les faits. Les questions qui font véritablement débat sont :

- Qui dans l'économie réelle va éponger les pertes de la sphère financière ?
- Quelle structure d'organisation étatique va prendre en charge la régulation macro-économique du crédit par la monnaie ?

Tant que la guerre perdure sur ces questions, les plus forts se paient sur la bête que sont les petits pays fragiles mal constitués comme la Grèce.

Il n'est concrètement de l'intérêt de personne que la Grèce sorte de l'euro ou qu'une partie de sa dette soit effacée. Si la Grèce est exclue de l'euro, elle sera obligée de vivre en autarcie hostile et contagieuse vis-à-vis de ses voisins ce qui ne manquera pas de provoquer un effondrement du commerce international comme en 1929. La misère grecque s'étendra au monde entier. Si une partie de la dette publique grecque est effacée aux dépens de ses créanciers étatiques de la zone euro, la condition financière d'existence internationale du crédit de l'État de droit disparaîtrait. Un engagement d'État légalement constitué ne serait plus irrévocable par principe. La parole d'État deviendrait sans crédit par principe puisque définitivement subordonnée à la spéculation financière anarchique.

Il n'y a d'issue à la crise grecque que systémique. La résolution du symptôme critique doit aussi résoudre la cause de façon définitive. Il faut en logique de

réalité que la liquidité des États et des banques repose sur la solvabilité de l'économie réelle qu'ils financent par le crédit. Donc le crédit de l'économie réelle doit être objectivement mesurable indépendamment des intérêts bancaires et politiques particuliers aussi bien localement que globalement. Donc l'émission monétaire qui matérialise la liquidité économique dans la temporalité doit être différentiable par la localité et consolidable à n'importe quelle échelle par une régulation universelle potentiellement commune à toutes les localités.

La logique de la monnaie mesurable en équilibre du crédit est la compensation de toute réalité entre une appréciation active et une appréciation passive. La solvabilité passive de la Grèce doit être l'impossibilité systémique donc juridique d'un État grec illiquide. La solvabilité active de la Grèce serait l'**obligation effective des banques grecques à jauger la solvabilité réelle** de l'économie grecque. La liquidité passive de l'économie grecque est l'assurance en dernier ressort de la solvabilité des banques grecques par l'État grec ontologiquement liquide. La liquidité active de l'économie grecque est l'émission de liquidité par la Banque Centrale de Grèce à proportion de la liquidité effective de l'économie grecque financée par les banques grecques.

La compensation des réalités grecques entre leur passivité et leur activité est **systémiquement transposable** par la différenciation financière des réalités grecques et non grecques dans la zone euro. A ce stade, la parité d'un euro grec avec un euro non grec ne peut pas avoir de sens réel si on prétend réguler la stabilité de l'endettement interétatique. Les banques grecques et non grecques n'ont actuellement aucun intérêt à proportionner leurs crédits à l'économie réelle grecque car leurs erreurs d'analyse, délibérées ou non, sont totalement prises en charge par la BCE et ses actionnaires étatiques. Les banques touchent des intérêts sur leurs crédits tout en étant assurées de ne rien perdre par les refinancements inconditionnels de la BCE, lesquels sont garantis par la **fiscalité des États potentiellement imputable aux déposants en euro**.

Si en revanche, la parité de change de l'euro entre la Grèce et la non-Grèce est fiscalisable, alors la puissance publique étatique dispose d'un outil lisible et explicite pour récompenser les banques véritablement adossées à l'économie réelle. La taxation des entrées et sorties de capitaux de la localité

grecque dans la zone euro alimenterait un fond public de garantie des dettes extérieures de la Grèce. Le taux de taxation décidé par la puissance publique équivaut à une dévaluation des prix grecs qui stimule la compétitivité réelle et restaure autant que nécessaire la solvabilité de l'économie, des banques et de l'État grecs. La taxation inter-étatique différentielle des biens et services existe déjà par les niveaux nationaux variables de TVA. Mais elle n'est pas utilisée à l'échelle communautaire pour régulariser les balances de paiement intra-euro par la compétitivité monétaire.

La fiscalisation inter-étatique de l'euro a un effet passif sur le calcul bancaire de la solvabilité des États et un **effet actif sur la capitalisation du crédit en euro**. Il suffit que le produit de la fiscalité des changes en euro soit affecté à la garantie des investissements publics de restauration des équilibres internationaux réels pour que le prix des titres de dette publique en euro soit systématiquement exempt de risque. L'assurance fiscale du crédit inter-étatique et interbancaire dans la zone euro impose l'instauration d'un pouvoir politique dépositaire de l'intérêt général indépendant des intérêts financiers particuliers.

Le pouvoir politique dépositaire de l'intérêt général impose trois réalités que le non-système actuel interdit :

- la puissance publique s'auto-finance par les citoyens indépendamment du calcul bancaire privé ;
- les différentes nationalités d'État règlent leurs créances et leurs dettes indépendamment des intérêts financiers particuliers ;
- les États nationaux et internationaux de puissance publique ont une évaluation économique objective de leurs obligations et de leurs ressources vis-à-vis des citoyens et des intérêts financiers particuliers.

L'avènement de l'autonomie publique systémique différenciable des intérêts financiers particuliers se réalise dans la monnaie qui devienne totalement immatérielle. La monnaie immatérielle ne peut pas être physicalisée par des titres au porteur anonyme tels que les billets de banques, les comptes bancaires numérotés ou les véhicules communs de dette (SPV), dont les utilisateurs véritables restent inconnus de la puissance publique étatique. Pour que l'intérêt général soit défendu, pour interdire l'émission de titres de créance sur des réalités fausses contraires à l'intérêt général, il faut nécessairement des propriétaires visibles et responsables aux contreparties de

la monnaie en circulation.

La monnaie ontologiquement nominative signifie que tout acheteur est physiquement identifiable. Donc qu'il est responsable de ce qu'il fait. Donc qu'il assume par la fiscalité sa quote-part du prix réel de l'intérêt général. Donc qu'il exerce son contrôle personnel de citoyen sur **la mise en œuvre de l'intérêt général**. Donc qu'il garantit le crédit du pouvoir politique à assurer l'intérêt général. Donc qu'il dépose son pouvoir d'achat sous une responsabilité bancaire soumise effectivement à la rationalité économique générale. Si la Grèce et ses partenaires de l'euro taxent la monnaie fiduciaire et interdisent les comptes bancaires anonymes, ils créent instantanément une comptabilité financière réelle en intérêt général.

Le système de la monnaie adossée à la réalité économique en lieu et place de la spéculation politique et financière est pratiquement réalisée dans la zone euro. Il suffit que la politique bascule du virtuel au réel en soumettant les États, les banques et les sociétés multinationales aux mêmes règles d'appropriation nominative des dettes que celles appliquées aux personnes physiques. Dès que les dettes sont exhaustivement attribuées à des emprunteurs actifs et productifs et à des prêteurs légalement passifs et responsables, la fiscalité du bien commun redevient une composante incontournable du règlement de tout prix. Le pouvoir politique redevient l'arbitre de l'intérêt général en **rachetant les fausses dettes des emprunteurs insolubles** et en pénalisant les prêteurs et les banquiers fautifs ou incompetents.

La fiscalité des changes dans un système de souveraineté financière publique rend toute perte financière objective et rachetable par l'intérêt général. La restauration de la puissance publique dans des frontières financières matérialisables contient tous les degrés possibles de solidarité internationale. Le degré minimal consiste en une fiscalité financière interétatique commune négociée par l'Eurogroupe. Une même chambre de compensation telle que la Zone Européenne de Paiement Unique (SEPA) actuelle en garantit la perception. A tout paiement inter-européen s'ajoute une prime de change fiscale versée par le pays déficitaire dans le fond de garantie commun. Les degrés supérieurs de solidarité internationale impliquent des structures étatiques de souveraineté commune disposant d'institutions législatives, exécutives et judiciaires contrôlables par les citoyens.

Un budget fédéral voté par une représentation parlementaire multinationale unitaire permet des dépenses communes par des ressources non nationales. La **proportionnalisation de l'économie financière à l'économie réelle** et de l'économie réelle à une conception commune et partagée des droits humains induit une puissance de développement beaucoup plus forte. Les décisions économiques et financières sont divisibles et consolidables à tous les degrés d'intérêt du plus particulier et spécifique au plus général et universel. Les citoyens d'Europe réduits à l'esclavage de la cupidité politique et financière ne voient pas encore les trésors de vivre ensemble qu'ils ont accumulés à portée de main.

La leçon de gestion financière la plus importante que j'aie reçue, je la dois à mon oncle Sid

03 avr 2015 | [La Rédaction](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Sid était mon oncle spirituel. Il m'a appris l'une des leçons les plus importantes que j'aie jamais reçues en ce qui concerne la gestion de l'argent. Lorsque j'ai commencé à gagner un peu d'argent en 1983, Sid (qui était le beau-père de mon mentor et mon comptable personnel) m'a invité à déjeuner pour parler des "choses de la vie".

Son intention (cela m'a rassuré) n'était pas de me parler des cigognes, des roses et des choux (j'avais 33 ans à l'époque), mais de me dire comment gérer mon argent.

"En gros, il y a trois choses que tu peux faire, avec l'argent", me déclara-t-il. "Tu peux le dépenser. Tu peux l'épargner. Tu peux l'investir".

Ayant grandi dans un contexte de pauvreté, j'avais plus qu'envie de dépenser mon argent. Sid l'avait remarqué en observant les mouvements de mon carnet de chèques.

Comment veux-tu devenir riche si tu continues à dépenser comme tu le fais ?

"Mark, tu es un homme bien. Mais s'agissant de l'argent, tu te comportes comme un incapable. Comment veux-tu devenir riche si tu continues à dépenser comme tu le fais ?" me demanda-t-il.

"Mais je n'achète que des choses qui ont de la valeur ; j'ai offert une nouvelle voiture et des bijoux à ma femme K, par exemple", ai-je protesté.

“Ne fais pas l’andouille”, s’exclama-t-il. “Ce sont des biens qui se déprécient. Autant mettre ton argent dans un mixeur”.

Je savais qu’il avait raison. Je lui ai promis de commencer à “épargner” de l’argent.

“Ce n’est pas suffisant !” dit-il en grognant. “Épargner, ça ne sert qu’à payer de futures factures. Tu ne deviens pas riche en anticipant et mettant de côté pour payer tes futures factures. Tu dois investir pour devenir riche”.

▪ **Trois principes à garder en tête pour devenir riche**

Je ne comprenais pas du tout ce qu’il voulait dire. A l’époque, comme c’était la première fois que j’avais de l’argent, je ne m’étais jamais imaginé qu’il y ait une différence entre épargner et investir. Je lui avouai que je ne comprenais pas. Je lui demandai des éclaircissements. Et voici ce que Sid m’expliqua :

- On dépense de l’argent pour régler les frais courants et éviter de s’endetter.
- On épargne pour pouvoir régler de futurs frais et en économisant l’excédent de trésorerie dont on dispose.
- On investit pour devenir plus riche.

Cela paraît tomber sous le sens, mais tout le monde ne le sait pas.

Après que Sid m’ait enseigné ces principes, il m’a également dit la chose la plus importante de toutes. Ce qui importe vraiment, en termes de construction de richesse, c’est de gérer l’argent en fonction de cela :

Répartis toujours ton argent dans trois pots “Répartis toujours ton argent dans trois pots”, m’a-t-il dit, “un pot pour les frais, un pot pour l’épargne et un pot pour l’investissement”.

C’est ce que j’ai fait.

A l’époque, en 1983, j’ai réparti mon argent dans trois comptes en banque : celui des dépenses, celui de l’épargne et celui de l’investissement.

J’ai placé dans un premier compte l’argent dont K et moi avions besoin pour le loyer, la nourriture et les loisirs.

Ensuite j’ai placé dans un deuxième compte l’argent que K et moi avions décidé “d’économiser” pour un plan retraite individuel, l’éducation de nos enfants et un apport pour une première maison.

J'ai placé l'argent qui restait, lorsqu'il en restait, dans un troisième compte.

En séparant physiquement l'argent, j'ai pu appliquer progressivement la sagesse de Sid, en regardant fluctuer l'argent dans chaque compte en banque, au fil du temps. J'ai commencé à comprendre quelles étaient mes priorités, en tant que dépensier, épargnant et investisseur des revenus de ma famille.

▪ Des différences cruciales pour votre épargne

Comme les objectifs des trois comptes sont différents, leurs composantes monétaires sont également différentes :

- Le compte affecté aux dépenses doit être liquide. Il faut qu'il contienne du liquide.

- Le compte épargne doit être sécurisé, ultra-sécurisé. Son objectif est de protéger et de préserver sa valeur, non de l'augmenter.

- Le compte affecté aux investissements doit être géré de façon à fructifier au maximum sur une durée précise. Plus cette durée est longue, mieux c'est.

Entre autres enseignements, j'ai appris plusieurs choses de façon instinctive.

D'abord, dépenser vous appauvrit.

Ensuite, il ne faut jamais laisser son épargne fluctuer à la hausse et à la baisse Ensuite, il ne faut jamais laisser son épargne fluctuer à la hausse et à la baisse. Elle doit toujours progresser de façon constante vers votre objectif.

Enfin, j'ai également appris que pour devenir riche, il faut prendre certains risques, mais pas autant que ne le pensent les gens. En investissant avec une perspective à long terme, vous pouvez devenir extrêmement riche sans travailler si dur ou sans subir énormément de stress.

Là encore, cela paraît tomber sous le sens, mais je suis pratiquement sûr que 99% de la population ne le comprend pas vraiment. C'est également vrai, j'en suis sûr, pour 90% des gens qui gagnent le plus d'argent.

▪ Faites comme moi

Il est important de comprendre la différence entre dépenser, épargner et investir. Alors répartissez votre argent entre trois comptes bancaires.

Cela fait 30 ans, à présent, que je suis les conseils de l'oncle Sid. Cela ne m'a pas forcément aidé à devenir riche, mais cela m'a aidé à le rester. Car nombreux sont ceux qui ont de l'argent et qui, parce qu'ils ne savent pas

correctement le gérer, perdent tout (ou presque...)

Créations d'emplois faibles et décevantes aux États-Unis

LesAffaires.com et AFP 3 avril 2015

L'économie des États-Unis a créé beaucoup moins d'emplois qu'attendu en mars tandis que le taux de chômage est resté stable, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère du Travail.

L'activité économique n'a généré que 126.000 emplois en mars, soit une chute de 52% par rapport à février dont le chiffre a en outre été révisé à la baisse.

C'est le plus faible niveau de nouvelles embauches depuis décembre 2013, a précisé un statisticien du ministère.

Pour février, les créations d'emplois ont été révisées de 295.000 à 264.000.

Le chiffre de mars a déçu les économistes qui étaient largement plus optimistes, tablant sur un léger ralentissement avec 250.000 nouvelles embauches.

Le taux de chômage est en revanche resté stable à 5,5% comme s'y attendaient les analystes.

Sur un an, le taux de chômage a reculé de 1,1 point de pourcentage et le nombre de chômeurs est en baisse de 1,8 million, à 8,6 millions.

En mars, les secteurs qui ont continué d'embaucher sont les services aux entreprises, la santé et le commerce de détail. En revanche, le secteur manufacturier et l'industrie pétrolière ont débauché.

Ainsi le secteur minier, qui compte toutes les industries extractives, a été nettement affecté par la chute des prix du pétrole. Il a détruit 11.000 emplois nets en mars et plus de 30.000 au cours du premier trimestre 2015.

Le secteur de la production de biens est aussi tombée dans le rouge, affectée par les conditions hivernales difficiles, qui se sont poursuivies une bonne partie du mois de mars, mais aussi par l'appréciation du dollar qui renchérit les produits américains à l'exportation.

Le secteur du bâtiment, également sensible aux conditions météo, a détruit un

millier d'emplois après en avoir créé 29.000 le mois d'avant.

Le salaire horaire moyen, très observé par la Fed qui voudrait voir les salaires et les prix augmenter davantage, a grappillé 7 cents. La rémunération horaire moyenne reste en modeste hausse de 2,1%, contre 2% en février et 2,2% en janvier.

Vers une récession des profits

Jean Gagnon LesAffaires.com Publié le 02/04/2015

Le 1er trimestre 2015 est maintenant derrière nous. Ainsi, nous aurons droit bientôt à une nouvelle ronde de résultats des sociétés.

Bien que la Bourse se soit maintenue durant ces trois premiers mois de l'année (l'indice S&P 500 est à la hausse de 0,4 % et le Nasdaq de 3,5 %), on apprendra au cours des prochaines semaines que les sociétés n'ont pas réalisé de profits mais ont plutôt accusé des pertes comparativement à l'année dernière.

Et il se pourrait bien que cette situation se reproduise à nouveau au cours du deuxième trimestre, ce qui signifierait une récession des profits, soit deux trimestres négatifs consécutifs.

Les attentes se sont rapidement détériorées au cours des dernières semaines, si bien que le consensus des analystes prévoient que les profits des sociétés américaines qui composent les S&P 500 seront à la baisse de 4,8 % pour le premier trimestre.

Ce ne sera probablement pas aussi pire que cela, car les analystes appuient leurs prévisions entre autres sur les indications fournies par les dirigeants des sociétés qui eux ont tendance à minimiser leurs résultats afin que le moment venu ils présentent des résultats meilleurs et non pires que ceux prévus. Il faut donc retrancher environ 3 % à cette prévision, si bien que l'on peut tabler si une diminution des bénéfices de l'ordre de 2 %.

La cause principale de cette diminution des profits est la force du dollar américain, explique Clément Gignac, vice-président principal et économiste en chef à l'Industrielle Alliance. Les compagnies les affectées sont les multinationales dont une grande partie des opérations sont effectuées à l'étranger. Pour elles, la hausse du dollar américain affecte directement les bénéfices lorsque ceux-ci, réalisées en devises étrangères, sont convertis en

dollar américain.

Et pourquoi risque-t-on que la situation se répète au cours du deuxième trimestre ? « Parce que l'augmentation des profits n'est pas mesurée de façon séquentielle, c'est-à-dire un trimestre comparativement au précédent, mais année sur année, c'est-à-dire le trimestre de 2015 par rapport au même trimestre en 2014. Et comme la hausse du dollar américain s'est produite surtout à compter de la deuxième moitié de l'année, elle sera encore un facteur négatif sur les résultats du deuxième trimestre », dit M. Gignac.

C'est la première fois depuis le troisième trimestre de 2012 que les bénéfices trimestriels du S&P 500 accusent un recul année sur année.

Bien sûr, la chute du prix du pétrole a affecté sévèrement les bénéfices des sociétés pétrolières. Ceux-ci auraient diminué de plus de 60 % durant le trimestre, estime Mike Thompson de S&P Capital IQ's.

Mais il n'y a pas que ça. « En ne tenant pas compte des pertes du secteur pétrolier, la croissance des bénéfices n'est que de 5 % comparativement à une moyenne historique de 7 % », dit M. Thompson.

La bourse s'en tire très bien jusqu'à maintenant. « Mais vaut mieux s'attendre à plus de volatilité au cours des prochains mois », conclut Clément Gignac.

Paiement hypothécaire : les retards à un sommet depuis 5 ans

Joanie Fontaine LesAffaires.com 3 avril 2015

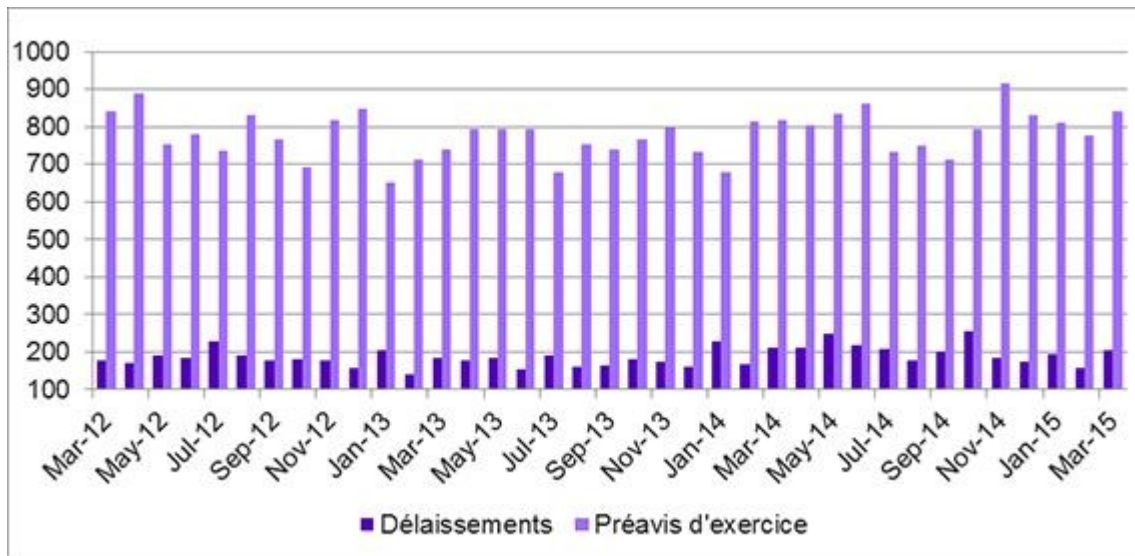
Après un bon départ pour janvier et février, la tendance à la baisse se poursuit pour les délaissements, par contre, les préavis d'exercice sont fortement en hausse avec un sommet depuis mars 2010.

On se rappelle qu'un préavis d'exercice est émis, par exemple, à la suite d'un retard de paiement hypothécaire. Il avertit le propriétaire que, faute de paiement ou d'entente, il pourra exercer son droit de saisir la propriété hypothéquée. Dans le cas où le propriétaire ne pourrait se soustraire aux exigences de la banque, la propriété sera alors saisie ou délaissée volontairement ce qui sera comptabilisé comme un délaissement.

En mars 2015, 948 préavis d'exercice émis et publiés au Registre foncier ont été dénombrés selon les données colligées par [JLR](#). Il s'agit d'une augmentation de 17,9 % par rapport à mars 2014. Cette hausse est largement supérieure à celle notée au mois dernier. Un tel sommet n'avait pas été atteint depuis les 981 préavis enregistrés en mars 2010.

Sur une période de 12 mois, le nombre de préavis d'exercice enregistré a grimpé à 9801. Il s'agit d'une hausse de 7,0 % relativement à la période d'avril 2013 à mars 2014.

Les délaissements continuent de diminuer pour un 3^e mois consécutif. La baisse est cependant de faible ampleur. Au total, 206 délaissements ont été émis en mars 2015 soit une diminution de 2,8 % comparativement à mars 2014. Pour les 12 derniers mois, un total de 2 437 délaissements ont été émis, soit une augmentation de 13,0 % relativement à la même période un an plus tôt.



Quelques régions s'améliorent, la majorité se détériore

Trois régions se distinguent avec une amélioration de leur nombre de préavis d'exercice au cours des 12 derniers mois comparativement aux 12 précédents. Ce sont les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de Chaudière-Appalaches. En ce qui concerne les améliorations au niveau des délaissements, des diminutions ont été enregistrées au Bas-Saint-Laurent, dans la Capitale-Nationale, en Estrie et au Centre-du-Québec. Des hausses marquées dans les deux types de mauvaises créances ont été enregistrées au Saguenay - Lac-Saint-Jean, en Outaouais, en Abitibi-Témiscamingue et à

Laval

Que conclure?

Les deux derniers mois avaient laissé entrevoir une amélioration de la situation des mauvaises créances, mais les préavis d'exercice sont repartis à la hausse. Le marché immobilier tourne encore au ralenti et les délais de revente demeurent longs, ce qui tend à garder les mauvaises créances à des niveaux élevés.

Néanmoins, les nouvelles sur l'emploi sont positives alors qu'il y a eu création d'emploi en février au Québec. Le chômage (données désaisonnalisées) a diminué de 0,6 point de pourcentage par rapport à février 2014. Par contre, il est resté stable par rapport au mois dernier en raison de l'augmentation de la population active.

L'aube du XXIème siècle. Plus d'armements. Plus de guerres. La spirale de la terreur et de la mort se poursuit.

Première Partie

Par Jules Dufour Mondialisation.ca, 02 avril 2015

Il est primordial de dresser un bilan des guerres qui affligent plusieurs régions dans le monde afin de développer une conscience profonde d'indignation et de réprobation devant cette situation intolérable qui perdure et qui s'avère la poursuite d'un siècle marqué par plus de 200 guerres. Après le démantèlement de l'URSS, le siècle nouveau nous promettait de pouvoir profiter des dividendes de la paix. Hélas! Les guerres se sont multipliées en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale. Depuis le début du millénaire on compte jusqu'à ce jour 55 guerres, conflits armés, opérations militaires ou révoltes, cette période ayant été désignée par l'ONU comme un temps fort pour le développement avec les Objectifs du Millénaire (wikipedia.org).

L'Afghanistan est affligé par la guerre depuis 2001, l'Irak a été durement frappé par la guerre depuis 2003, Les armes continuent de faire des victimes par milliers dans ce pays. La Syrie est à feu et à sang depuis 2011. 215 000 morts et 15 millions de personnes déplacées jusqu'à maintenant.

L'Afghanistan est toujours en état de siège ayant été sous occupation par les

forces de la Coalition depuis 2001. Des conflits destructeurs et meurtriers affectent plusieurs pays africains : Le Nigéria avec les exactions de Boko Haram et de l'armée nigériane, les guerres de la Côte d'Ivoire et du Mali, les massacres perpétrés en Centrafrique, l'intervention massive dite «humanitaire» contre la Libye menée par l'OTAN en 2011, la guerre qui sévit au Sud-Soudan depuis plusieurs années et des combats qui se produisent régulièrement en République démocratique du Congo (RDC). Sans oublier la guerre du Sri Lanka, la guerre contre les Palestiniens de la Bande de Gaza livrée par Israël en 2014, la guerre du Donbass et la guerre mondiale contre le terrorisme conduite par les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN dans tous les pays du Globe. Des guerres parfois désignées comme des guerres civiles par l'Occident. Des conflits armés plutôt «programmés» qui permettent aux industries de la mort des grandes puissances de rouler à plein régime. Le prix payé par les peuples : Des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés. Des pays dévastés. Comment pouvons-nous supporter plus longtemps cette situation générée par l'élite de l'économie capitaliste mondiale sans conscience, avec les mains tachées de sang et coupable de génocides, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité? Les événements entourant ces conflits d'une grande ampleur sont rapportés dans la presse internationale de façon banale et sans émotion. Ils sont presque devenus des faits divers. Ils sont aussi vite oubliés et restent vagues dans la mémoire collective.

Nous proposons, dans cet essai, de dresser, dans une première partie, un bilan succinct de ces guerres qui affligent l'humanité et présenter, dans une seconde partie, un aperçu de celles qui continuent de faire des ravages, soit celles de l'Irak, de la Syrie, de la Libye et de Gaza.

I. La militarisation planétaire s'intensifie

Durant la deuxième partie du XXème siècle nous avons assisté à une course mondiale aux armements dans le contexte d'une confrontation Est-Ouest symbolisé par le rideau de fer. Avec le démantèlement de l'URSS tous les espoirs étaient permis de voir l'avènement d'un climat de paix avec des dépenses militaires à la baisse. Celles-ci marquèrent une légère pause puis continuèrent d'augmenter de façon constante. Depuis le début du XXIème le processus de militarisation de la planète s'est intensifié. La course aux armements ne s'est jamais arrêtée. Bien au contraire, plusieurs guerres sont

venues alimenter les industries de guerre des grandes puissances. On a su trouver les justificatifs pour lui donner un nouvel élan. Et ce fut l'hécatombe dans plusieurs pays.

Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une ère de grandes tensions entre les puissances occidentales et la Russie. Nous pouvons donc nous attendre à ce que les dépenses militaires augmentent de façon substantielle au cours des prochaines années. Avec les stocks d'armements nucléaires et classiques l'humanité se retrouve dans une situation de grande insécurité. La seule réalité de la présence militaire active des États-Uniens dans près de 160 pays est propre à empêcher l'établissement de la paix par la justice sociale et la solidarité entre les peuples.

Il faut dire la vérité. Les États-Unis d'Amérique, ne représentant qu'un peu plus de 4% de la population mondiale, sont les principaux responsables de l'état lamentable dans lequel se retrouvent la planète et l'humanité. Leurs interventions à l'étranger visent à protéger leurs propres intérêts et ce au détriment de l'environnement et de la vie de tous les peuples. Leur convoitise n'a pas de limites. Ils ont pour objectif premier une mainmise absolue sur les ressources stratégiques, minières, énergétiques et hydriques. C'est l'impérialisme poussé à l'extrême. Tout est orchestré pour exercer un contrôle sur la gouvernance mondiale en menaçant de sanctions les pays qui leur résistent comme c'est le cas de l'Iran, de la Russie, du Venezuela ou de la Corée du Nord. Le syndrome de l'ennemi et le principe de la « Permanent War » se trouvent au cœur de leur politique étrangère. La liste des États et des organisations considérés comme terroristes ou en opposition à leur empire par le Département d'État et celle qui les soutiennent est très longue (wikipedia.org).

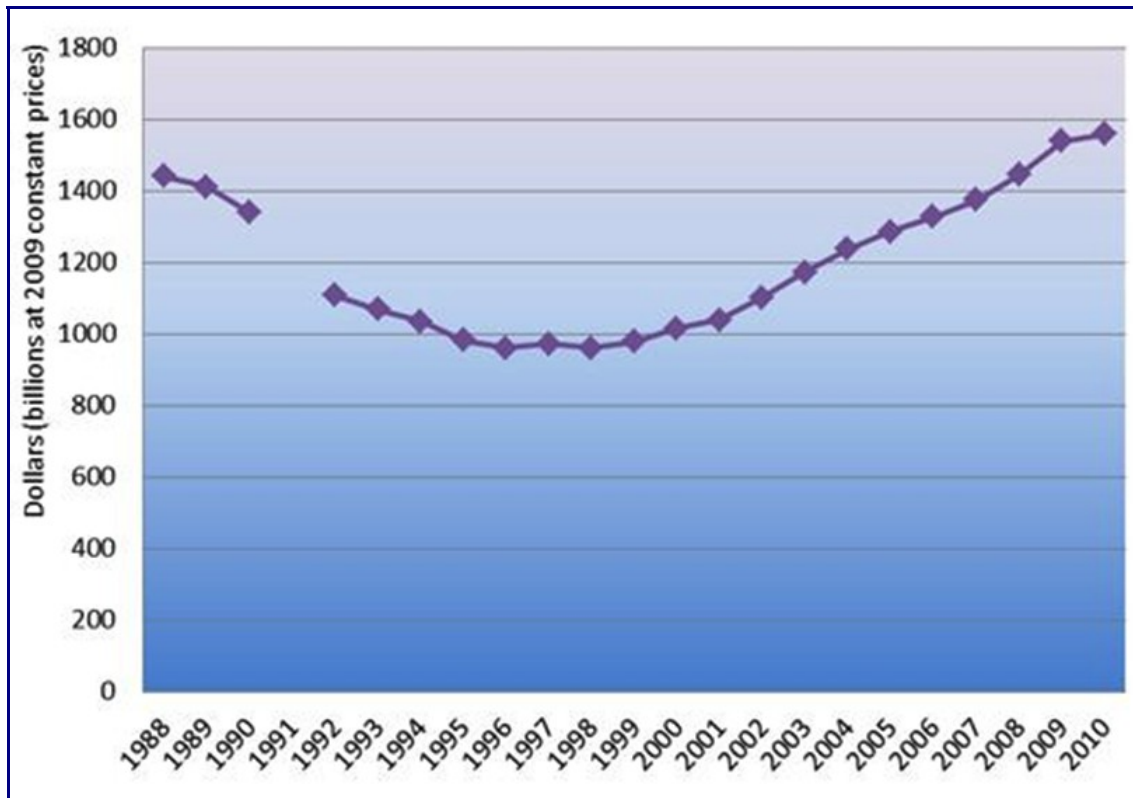
Nous présentons, ici, les stocks mondiaux d'armements et proposons un examen des dépenses militaires mondiales comptabilisées en 2013 et 2014 par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

Des dépenses militaires mondiales en hausse constante depuis 2000 – Elles atteignent un sommet en 2013

Selon le SIPRI, entre 2000 et 2013, les dépenses militaires mondiales sont passées de 1 119 à 1 747 milliards de dollars US. Celles de l'Amérique du Nord (USA et Canada) ont grimpé de 410 à 659 milliards de dollars, celles de l'Europe de 358 à 410, celles du Moyen-Orient de 80,8 à 150 milliards et

celles de l'Asie-Océanie ont doublé passant de 202 à 407 milliards de dollars (sipri.org) (figure 1).

Figure 1. **Les dépenses militaires mondiales entre 1998 et 2010**



Source : <http://www.planetoscope.com/comptes-publics/294-depenses-militaires-dans-le-monde.html>

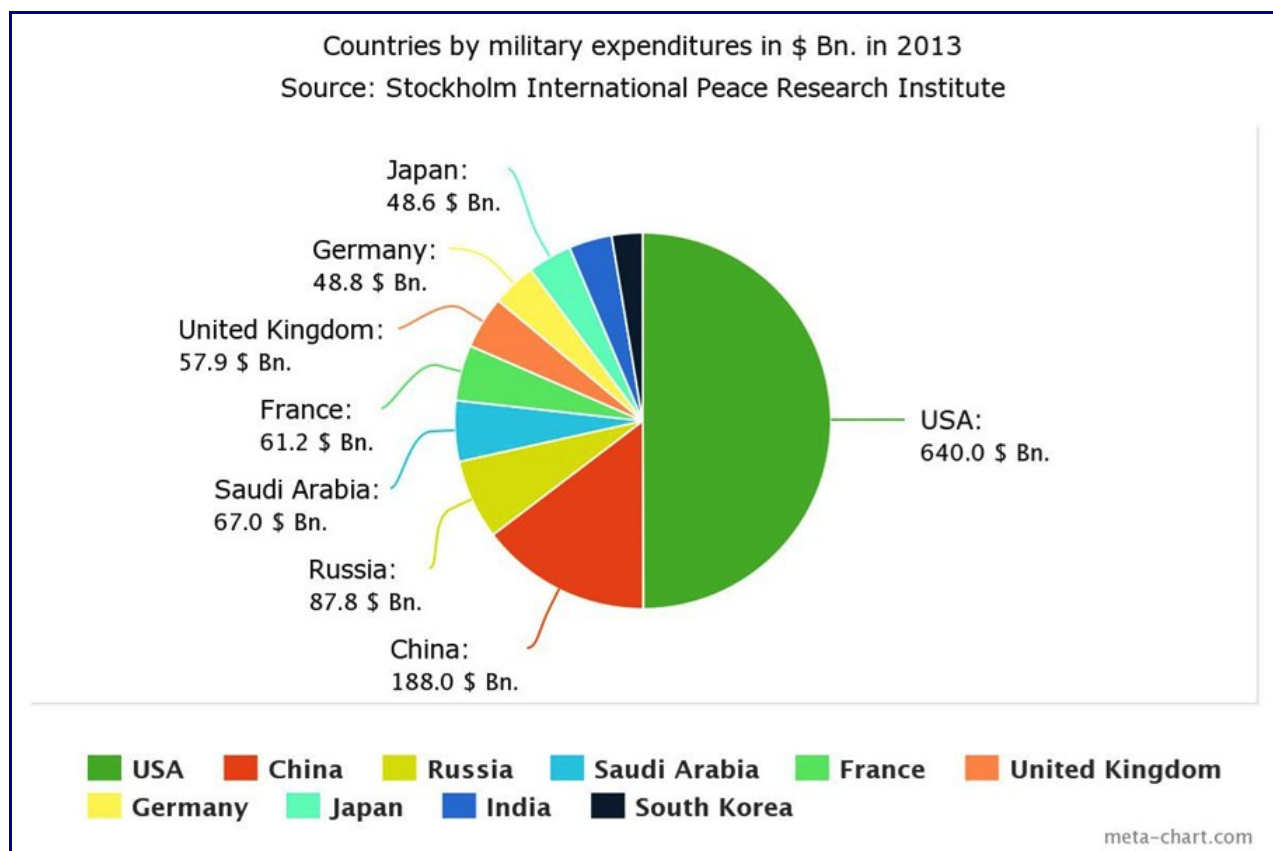
On a pu aussi constater que ces dépenses semblent diminuer légèrement dans les pays occidentaux alors qu'elles sont à la hausse dans le reste du monde (sipri.org).

En 2014, un rapport réalisé par IHS Jane's faisant l'examen des budgets de 77 pays représentant 97% des dépenses militaires mondiales notait que ces dépenses allaient repartir à la hausse en 2014 pour atteindre le total de 1 547 milliards de dollars, une faible progression de 0,6 % sur un an, mais la première depuis 2009. Selon ce rapport, « la Russie, l'Asie et le Moyen-Orient seront le moteur de la croissance attendue cette année et de la reprise prévue à partir de 2016 », écrit Paul Burton, directeur chez IHS Janes's pour l'aéronautique, la défense et la sécurité. La Russie veut augmenter ses dépenses militaires de 44 % sur les trois prochaines années. Le plan adopté par le Parlement a déjà doté la Russie du troisième plus gros budget de

défense en 2013, avec 68 milliards de dollars, devant le Royaume-Uni et le Japon. Le budget militaire chinois était de 139 milliards de dollars en 2013, d'après IHS, le deuxième en importance derrière les États-Unis. D'après les projections des consultants, en 2015 la Chine dépensera plus pour sa défense que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ensemble ». Le ton optimiste de ces mots reflète l'idéologie de cette institution. Il est préférable de considérer avec plus d'attention les données du SIPRI, une organisation beaucoup plus crédible sur ce plan.

« L'Asie est d'ailleurs la seule région à avoir augmenté continuellement ses dépenses militaires depuis la crise de 2009. La région Asie-Pacifique sans la Chine dépassera l'Europe occidentale en 2015, avec des augmentations notables attendues en Australie, en Inde, et en Corée du Sud, prévoit l'étude. Au Moyen-Orient, les dépenses militaires ont accéléré rapidement depuis 2011...» (lapresse.ca).

Figure 2. Les dix pays avec les plus fortes dépenses militaires en 2013



Source :

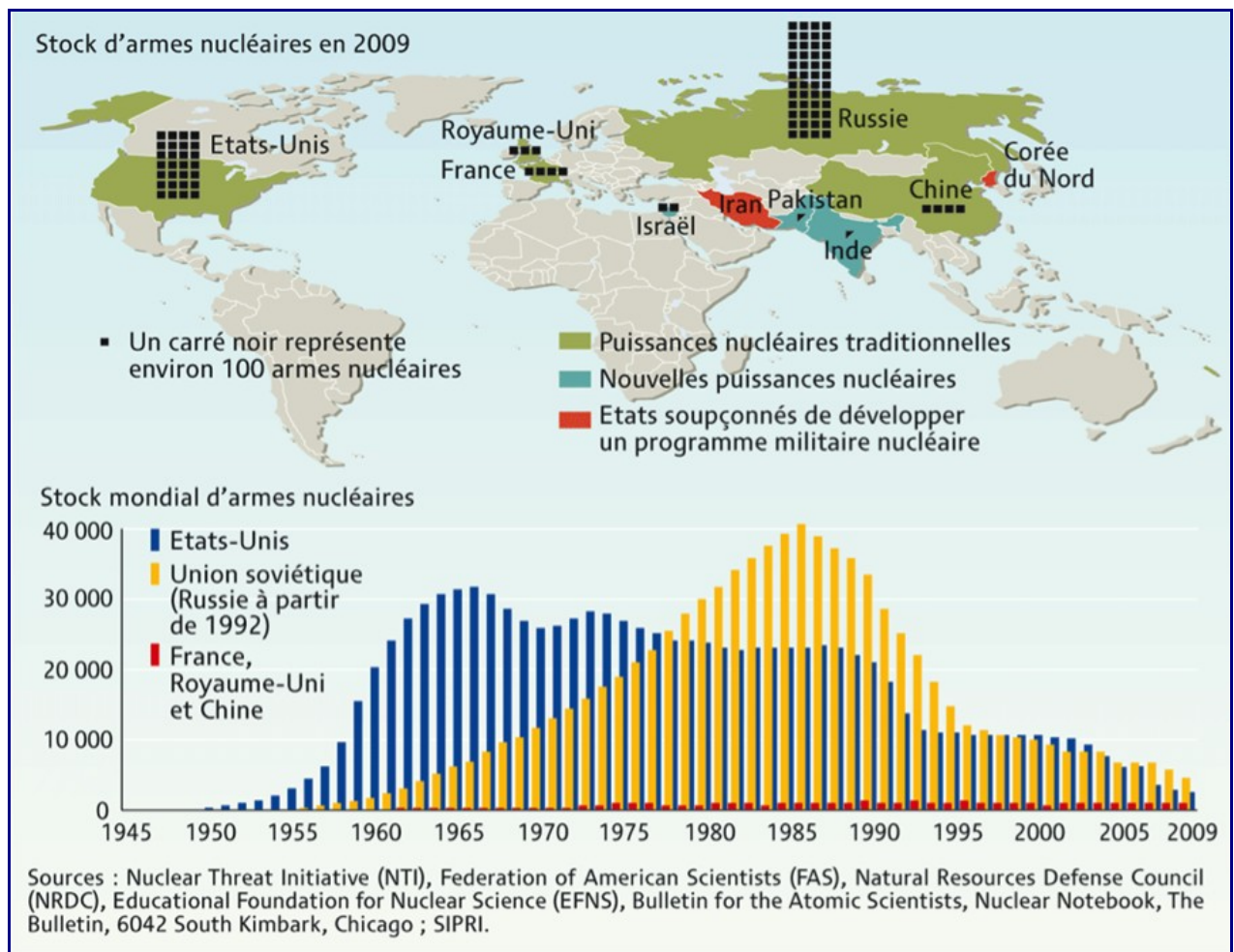
[http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_military_expenditures#/media/File:Top_ten_military_expenditures_in_\\$_in_2013.jpg](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_military_expenditures#/media/File:Top_ten_military_expenditures_in_$_in_2013.jpg)

Les stocks nucléaires mondiaux (figure 3)

Selon les données analysées par Robert S Hans et M. Kristensen en 2006, « malgré les incertitudes, nous savons que le total mondial des armes nucléaires entreposées est considérablement inférieur à ce qu'il était pendant le pic de la Guerre Froide en 1986 avec 70 000 têtes nucléaires. Par le biais de toute une série d'accords sur le contrôle des armes et des décisions unilatérales, les états possédant des armes nucléaires ont réduit le stock mondial à son niveau le plus bas en 45 ans. Au cours de la même période, le nombre d'états puissances nucléaires est passé de 3 à 9 ».

« Nous estimons que 9 états possèdent environ 27 000 têtes nucléaires intactes, dont 97% font partie des stocks des États-Unis et de la Russie (figure 3). Environ 12 500 de ces têtes nucléaires sont considérées comme étant opérationnelles, le reste étant en réserve ou en attente d'être démantelée parce que plus opérationnelles. Nous sommes à même de faire nos évaluations en surveillant tous les développements sur les armes nucléaires, en étudiant les tendances à long terme et en traquant la mise en application des traités de contrôle des armes » (mondialisation.ca).

Figure 3. Stock d'armes nucléaires en 2009



Source: <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/stocknucleaire>

Sources des données : Nuclear Threat Initiative (NTI), Federation of American Scientists (FAS), Natural Resources Defense Council (NRDC), Educational Foundation for Nuclear Science (EFNS), Bulletin for the Atomic Scientists, Nuclear Notebook, The Bulletin, 6042 South Kimbark, Chicago; SIPRI.

Les armes nucléaires, toujours plus puissantes

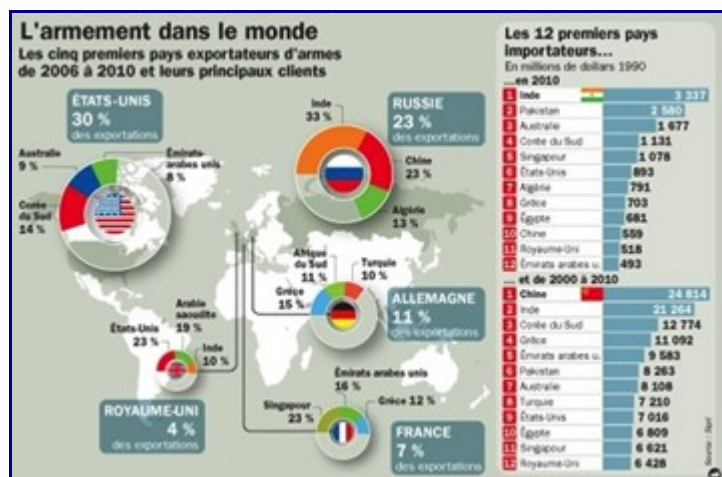
En dépit des réductions annoncées des armes nucléaires, le SIPRI souligne que, leur puissance ne cessant d'augmenter, elles demeurent une menace importante.

Aujourd'hui, huit pays (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan et Israël) possèdent plus de 20 500 têtes nucléaires. « Plus de 5 000 sont déployées et prêtes à l'emploi, dont 2 000 sont maintenues dans un état de haute alerte opérationnelle », note le SIPRI.

Un marché d'armements florissant (figure 4)

De telles dépenses se traduisent par une production florissante dans les principaux pays producteurs et exportateurs, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Sur le marché de l'armement, les pays émergents prennent de plus en plus le relais de l'Occident selon le SIPRI.

Figure 4. L'armement dans le monde



Source : <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Les-depenses-militaires-ont-encore-augmente-en-2010-EP-2011-06-07-622522>

Pour l'année 2010, les dépenses militaires globales ont certes marqué le pas, avec une croissance de 1,3 %, atteignant 1 112 milliards d'euros : la plus faible croissance depuis 2001. Mais cette tendance s'explique par la réduction des dépenses des pays riches, et surtout des Européens, forcés de se serrer la ceinture en période d'austérité budgétaire. Une réduction compensée par les pays du Sud, et les grands émergents en tête : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Centre névralgique de ce Sud qui s'arme, l'Asie a massivement importé l'année dernière. Des investissements qui sont liés au complexe équilibre régional. « La course aux armements à laquelle se livrent l'Inde et le Pakistan dure depuis plusieurs années, et participe de cette militarisation de l'Asie », témoigne Fabio Liberti, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

Le montant des ventes d'armes et services à caractère militaire par les plus grandes firmes productrices — le Top 100 du SIPRI —, s'est élevé à 395

milliards de dollars en 2012, selon les nouvelles données sur la production mondiale d'armement.

«Ce chiffre record a été alimenté par une demande sans précédent des économies émergentes pour des avions militaires et la hausse des tensions régionales au Moyen-Orient et (dans la zone) Asie Pacifique», explique Ben Moores, de IHS Janes (24heures.ch).

En 2014, L'Arabie saoudite a fait des acquisitions pour une valeur de 64,4 milliards de dollars. Ce pays a dépassé l'Inde pour devenir en 2014 le premier importateur mondial d'équipements militaires. Le volume de ce marché a atteint un niveau record, nourri par les tensions au Moyen-Orient et en Asie.

Les ventes d'armes des entreprises américaines affectées par le « retrait » de l'armée américaine d'Irak

Les ventes des 42 producteurs d'armements basés aux États-Unis ont représenté 58 % du total des ventes des entreprises du Top 100, et celles des 30 entreprises basées en Europe occidentale, 28 %. Bien que l'ensemble de ces entreprises totalisent toujours près de 87 % du total des ventes, la baisse des ventes dans ces régions traditionnellement productrices d'armements fait écho à la baisse des dépenses militaires, clairement amorcée en 2011. Plus particulièrement, le retrait des forces américaines d'Irak fin 2011 a eu un effet significatif sur un certain nombre d'entreprises.

La plus forte baisse, en pourcentage, des ventes d'armes du Top 100 en 2012 — soit 60 % en termes réels — revient à KBR, qui a fourni un soutien logistique aux forces américaines en Irak. Les ventes des entreprises fournissant des véhicules blindés aux forces américaines en Irak et en Afghanistan, dont Navistar et AM General, ont également baissé.

« L'industrie d'armement américaine a quelque peu reculé depuis les sommets atteints avant la loi sur le contrôle budgétaire (Budget Control Act), lorsque les États-Unis étaient encore engagés dans deux guerres. Cependant, elle continue de jouir de ventes et de profits à des niveaux historiquement très élevés », affirme Dr Perlo-Freeman (sipri.org).

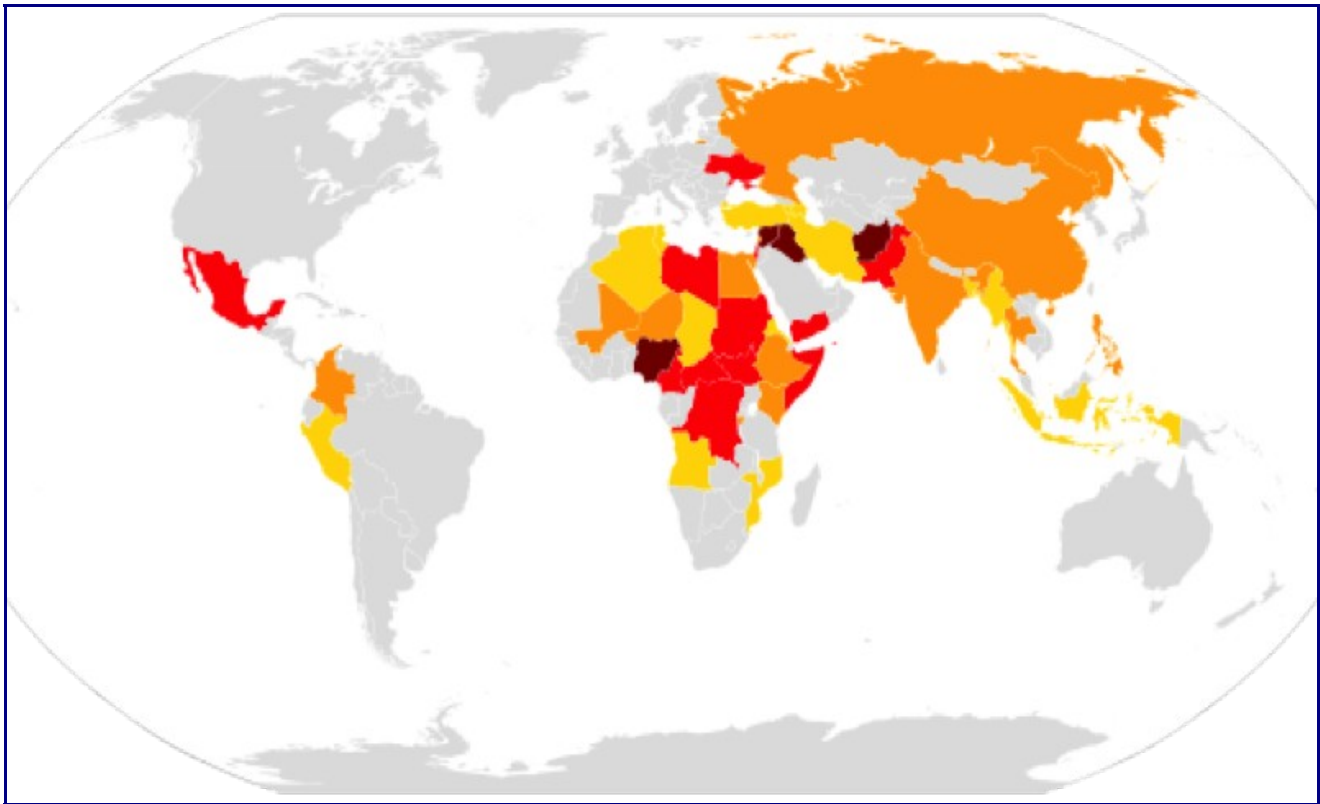
Concernant les entreprises exportatrices, le trio de tête est constitué de groupes américains (Boeing, Lockheed Martin et Raytheon), le constructeur européen Airbus occupant la 4e place (24heures.ch).

Les constats sont faits. La course mondiale aux armements se poursuit de plus belle. La crise économique ne s'est pas vraiment sentir dans le domaine de la sécurité des intérêts occidentaux. Nous le savons bien, les industries de guerre sont à la base de l'existence des grandes puissances, membres ou non de l'OTAN. Pour maintenir leur production il importe de générer les tensions tant à l'échelle mondiale qu'au niveau régional. Il s'agit d'un élément extrêmement important dans l'agenda des stratèges des États-Unis et de l'OTAN. En somme, la montée des tensions ou de la méfiance entre les blocs mondiaux ainsi que la multiplication des conflits armés sont la garantie d'une production soutenue des industries de la mort.

II. Les guerres du XXIème siècle (figure 5)

Selon l'état du monde 2015, «seule une minorité (des guerres du XXIème siècle) peuvent être décrites comme des conflits interétatiques. Les autres mettent aux prises un État, souvent déliquescents, et une ou plusieurs rébellions, avec pour enjeu le contrôle du pouvoir, du territoire ou des ressources naturelles. Les divisions ethniques et religieuses alimentent ces nouveaux conflits. Mais ils s'enracinent surtout dans les conséquences de la mondialisation, qui enrichit les plus riches et appauvrit les plus pauvres. Dans la plupart des cas, les guerres du XXIe siècle procèdent de la décomposition institutionnelle et sociale, tout en s'inscrivant dans **le cadre des rivalités entre les grandes puissances, anciennes ou nouvelles** (franceculture.fr).

Figure 5. **Les guerres en 2014**



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_guerres_modernes

Le continent africain est toujours en guerre – Une trentaine de pays affectés

Les guerres, les révoltes, les interventions militaires de l'Occident comme celle de la France en Côte d'Ivoire, au Mali et en Libye, ont frappé tout particulièrement le continent africain. Elles sont nombreuses et affectent un immense territoire correspondant environ à la moitié de la superficie du continent. La Côte d'Ivoire, havre de paix traditionnel en Afrique de l'Ouest, a été lourdement affecté en 2010-2011. Les conflits éclatent, se poursuivent un moment, prennent un moment de répit et se poursuivent

La Corne de l'Afrique

La Corne de l'Afrique a continué de vivre dans un climat de terreur et, tout particulièrement en Somalie où les Shebab poursuivent leur occupation d'une portion du territoire national. Une guerre qui sévit depuis 1991. Là encore, au large des côtes somaliennes et dans le Golfe d'Aden on assiste aux deux opérations Atalanta et Ocean Shield contre la piraterie conduites sous l'égide de l'UE et de l'OTAN à partir de 2008 et de 2009. Sans oublier l'intervention militaire de l'Éthiopie dans le nord de la Somalie entre 2006 et 2009 et

l'intervention militaire du Kenya au sud à partir de 2011.

Le Magheb

Le Magheb n'a pas été épargné avec la révolution salafiste djihadiste dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest à partir de 2002. La république du Mali correspondant, au nord, à des zones saharienne et sahélienne est un territoire, appelé l'Azawad, par les groupes séparatistes Touaregs dont ils ont proclamée l'indépendance en 2012.

Le Darfour et le Sud-Soudan

Les grands déplacements de populations et les nombreux camps de réfugiés fuyant la guerre ont marqué la guerre civile au Darfour à partir de 2002.

Le cœur de l'Afrique marqué par des exactions et des massacres sans nom

Plus au cœur du continent, nous avons la première guerre civile en Centrefrique entre 2004 et 2007 ponctuée de massacres interconfessionnels, des combats fréquents en RDC avec la guerre du Kivu de 2004 à 2009, la guerre civile tchadienne entre 2005 et 2010, la guerre djibouto-érythréenne en 2008, la rébellion islamiste au Nigeria à partir de 2009, les révolutions en Tunisie et en Égypte en 2010 et 2011, l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011, le conflit inter-soudanais à partir de 2011, Le conflit inter-soudanaise depuis 2011, l'intervention militaire de la France au Mali en 2012, la guerre civile en Centrafrique à partir de 2012, la guerre civile en Libye à partir de 2013 ((wikipedia.org)).

Les guerres du XXIème siècle dans les Amériques, en Asie et en Europe

Dans **les Amériques** le Mexique est le théâtre depuis 2006 d'une lutte contre les narcotraficants qui aurait fait, jusqu'à maintenant un total de 121 000 morts (<http://www.proceso.com.mx/?p=348816>). Il s'agit d'une guerre qui se livre dans le plus grand silence, car ceux qui se risquent à couvrir les événements payent souvent de leur vie pour les propos qu'ils rapportent. Un soulèvement s'est produit en Haiti en 2003 et 2004. Il importe de ne pas passer oublier le génocide silencieux perpétré en Colombie depuis plus de 30 ans avec des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés.

Dans **le continent euro-asiatique**, on dénombre un total de 27 conflits armés, insurrections, interventions et invasions militaires. L'Afghanistan a été

envahi et occupé à partir de 2001 jusqu'en 2014 par une coalition de 40 pays sous le commandement de l'OTAN et des États-Unis. Une guerre qui a fait des dizaines de milliers de morts. Depuis le retrait dit officiel des troupes de la Coalition des attentats sont perpétrés régulièrement et, en particulier, contre les étrangers. Le Moyen-Orient continue d'être un champ de bataille en Syrie, en Irak et en Palestine. Une véritable hécatombe s'abat sur cette région depuis trop longtemps. Israël a livré trois guerres contre les Palestiniens de Gaza, l'une en 2008-2009 (Opération Plomb durci), une seconde en 2012 et la troisième en 2014 faisant des milliers de victimes. Le Yémen est dans un état d'instabilité chronique depuis 2001. En Irak, depuis 2003, c'est un état de guerre permanente même si les troupes étatsuniennes se sont retirées en 2011. La guerre se poursuit contre l'EI. Le Liban n'est pas épargné dans ce contexte avec cet affrontement avec Israël en 2006, l'intervention de l'armée libanaise contre le mouvement islamiste armé Fatah al-Islam (Nahr el-Bared) en 2007 et la confrontation armée entre le Hezbollah et les partisans sunnites et druzes du gouvernement de Fouad Siniora en 2008. On doit mentionner l'insurrection albanaise en Macédoine en 2001, celle qui s'est produite dans la vallée du Pankissi en 2002-2003, la guerre russo-géorgienne en 2008 et celle du Donbass depuis 2014.

Plus à l'Est, le Pakistan est associé de près à la guerre qui sévit chez son voisin. La répression sanglante qui s'abat sur le Waziristan, appelée aussi la guerre du Nord, avec les attaques répétées des drones armés des États-Unis ont fait des milliers de morts. (mondialisation.ca). Selon la New America Foundation de Washington on estime à 350 le nombre de frappes effectuées par des drones depuis 2004 au Pakistan. La majorité d'entre elles ont eu lieu sous le mandat de Barack Obama, qui les a intensifiées. Le bilan se situerait selon ce centre de réflexion entre 1963 et 3293 morts, dont 261 à 305 civils (lexpress.fr).

En Thaïlande, depuis 2004, un conflit oppose le gouvernement et une population d'origine malaise qui vivent dans les provinces de Narathiwat, Pattani, Satun, Songkhla et Yala situées près de la frontière malaisienne, c'est-à-dire l'essentiel des 5% de musulmans que compte le pays (wikipedia.org).

Des guerres meurtrières qui perdurent

L'Irak est guerre depuis une trentaine d'années. La Syrie est à feu à sang

depuis 2011, la Libye a subi les bombardements des forces de l'OTAN en 2011 et la Bande de Gaza a été affligée par une autre agression d'Israël en 2014. Le bilan des victimes de ces guerres : Des milliers de morts, des millions de personnes déplacées et des pays complètement détruits. L'examen de ces guerres fera l'objet de la seconde partie de cet essai.

Conclusion

Depuis le début du siècle ce sont principalement les membres de l'OTAN qui ont semé la terreur et la mort sur cette planète. Ils l'ont fait directement ou par procuration. Le bras militaire de l'Occident exécute une veille permanente aux intérêts des pays membres et n'hésite pas à intervenir, avec les armes, pour les sauvegarder et ce peu importe les conséquences sur les établissements humains et sur les peuples affectés. Des pays détruits, des milliers de morts et des sociétés désintégrées. Pour justifier aux yeux de l'opinion publique ses interventions l'OTAN procède de la manière suivante : Cette approche ou ce modèle opérationnel qui sera désormais suivi pour évincer du pouvoir tout leader ou tout régime politique infidèle semble se définir ainsi: Infiltration dans les réseaux sociaux de messages faisant appel au renversement du pouvoir en place et déstabilisation des institutions nationales; accusations de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité logées contre le Président du pays et son régime devant être évincé du pouvoir; constitution à l'étranger d'un gouvernement provisoire rendu légitime par une reconnaissance formelle de la part des gouvernements occidentaux; résolution soumise et approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU autorisant le recours à la force armée contre le régime en place dans le but de « sauver » des vies humaines; création d'une zone d'exclusion aérienne (moyen utilisé dans la guerre contre la Libye), demandes répétées au Président ou au Premier ministre de quitter illico le pouvoir, demandes accompagnées par des menaces de sanctions; adoption de sanctions économiques et politiques; interventions armées aériennes et terrestres; reconnaissance de la victoire obtenue par les combattants maintenant perçus par l'Occident comme étant des héros et même des « révolutionnaires ».

Comment pouvons-nous ne pas rester indifférents devant ce panorama qui afflige l'humanité toute entière? Comment ne pas s'interroger sur les causes à l'origine de ces guerres et de ces révoltes sanglantes et tenter une réponse? Dans cet essai, nous n'avons pas fait état du décompte des victimes, car cela

devient une simple statistique. Il s'agit de la mort de centaines de milliers de personnes dont la vie est sacrifiée pour la sauvegarde des intérêts des forces impérialistes. Rien n'a changé depuis la fin de la guerre froide. Les mêmes acteurs continuent leur œuvre de destruction dans un contexte dans lequel ils s'assurent de contrôler les trois composantes suivantes : Les organisations politico-économiques mondiales, les forces de sécurité et les gouvernements nationaux. Il s'agit d'un « projet » redoutable qui trouve ses racines dans la logique de la formation et du maintien des empires. Neutraliser le développement de ce « projet » est l'objectif de la société civile organisée qui cherche à redéfinir les fondements de l'économie mondiale et à transformer le mode actuel de gouvernance. Il ne faut pas l'oublier. Un certain nombre de pays ont entrepris un travail de résistance et, tout spécialement, les membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des Peuples (ALBA – TCP) qui regroupe Antigua-et-Barbuda, la Bolivie, Cuba, la Dominique, l'Équateur, la Grenade, le Nicaragua, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et le Venezuela. À ces pays membres s'ajoutent des observateurs tels que l'Iran, Haïti, la Russie, le Suriname et l'Uruguay.

Figure 6. Les membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des Peuples (ALBA – TCP)



Source : http://es.wikinews.org/wiki/Organizaci%C3%B3n_ALBA_celebra_el_ingreso_de_tres_nuevos_miembros

Nous terminons en reprenant in extenso la Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2015 qui s'est tenu à Tunis du 24 au 28 mars dernier (<https://www.ensemble-fdg.org/content/declaration-de-lassemblee-des-mouvements-sociaux-forum-social-mondial-2015-tunis-2732015>):

« Les peuples du monde entier subissent aujourd'hui l'aggravation d'une crise profonde du capitalisme dans laquelle les sociétés privées transnationales, les banques, les conglomérats médiatiques, les institutions financières internationales cherchent à accroître leurs profits au prix d'une politique interventionniste et néo-colonialiste, avec la complicité des gouvernements libéraux ».

« Guerres, occupations militaires, traités néo-libéraux de libre-échange (Transatlantique, transpacifique, ALECA, UE-MERCOSUR, APE, MERCOSUR-Israël et différents traités bilatéraux) et politiques d'austérité se voient traduits en paquets économiques qui privatisent les biens communs et les services publics, baissent les salaires, violent les droits, augmentent le chômage, la précarité et la surcharge des femmes dans le travail de soins et détruisent la nature ».

« Ces politiques néolibérales affectent lourdement à la fois les pays du Sud et les pays du Nord, augmentent les migrations, les déplacements forcés, les délogements, l'endettement et les inégalités sociales. Elles renforcent le conservatisme et le contrôle sur le corps et la vie des femmes. Elles nous imposent « l'économie verte » comme fausse solution à la crise environnementale et alimentaire, ce qui non seulement aggrave le problème, mais débouche sur la marchandisation, la privatisation et la financiarisation de la vie et de la nature ».

« Nous affirmons que les peuples ne sont pas responsables de cette crise et ne doivent pas en payer le prix, et qu'il n'y a pas d'issue possible au sein du système capitaliste. Ici, à Tunis, nous réaffirmons notre engagement pour la construction d'une stratégie commune de lutte contre le capitalisme. C'est pour ça que, nous, les mouvements sociaux luttons :

Contre les transnationales et le système financier (FMI, BM et OMC), principaux agents du système capitaliste, qui privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l'eau, l'air, la terre, les semences, les ressources minérales, promeuvent les guerres, violent les droits humains et pillent les ressources. Les transnationales reproduisent des pratiques extractivistes nuisibles à la vie, accaparent nos terres et développent des semences et aliments transgéniques qui privent les peuples de leur droit à l'alimentation et détruisent la biodiversité ».

« Nous luttons pour l'annulation de la dette illégitime et odieuse qui est aujourd'hui un instrument global de domination, de répression et d'asphyxie économique et financière des peuples. Nous refusons les accords de libre-échange que nous imposent les États et les transnationales et nous affirmons qu'il est possible de construire une mondialisation d'un autre type, par les peuples et pour les peuples, fondée sur la solidarité et sur la liberté de circulation pour tous les

êtres humains ».

Nous soutenons l'appel à la journée d'action internationale contre les traités de libre échange prévue le 18 avril 2015.

« Pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire parce que nous savons que le réchauffement global est le résultat du système capitaliste de production, distribution et consommation. Les transnationales, les institutions financières internationales et les gouvernements qui sont à leur service ne veulent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous dénonçons « l'économie verte », et refusons les fausses solutions à la crise climatique comme les agro-carburants, les organismes génétiquement modifiés, la géo-ingénierie et les mécanismes de marché de carbone, comme le REDD (Réduction des Émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation), qui font miroiter aux populations appauvries des progrès, tout en privatisant et transformant en marchandises les forêts et territoires où ces populations ont vécu pendant des millénaires ».

« Nous défendons la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne qui sont les solutions réelles à la crise alimentaire et climatique, ce qui signifie aussi l'accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent ».

« Nous appelons à une grande mobilisation sur le climat au mois de décembre 2015 à Paris en marge de la COP21. Faisons de 2015 l'année des mobilisations des mouvements sociaux partout dans le monde pour la justice climatique ».

« Contre la violence envers les femmes qui est exercée régulièrement dans les territoires occupés militairement, mais aussi contre la violence dont souffrent les femmes quand elles sont criminalisées parce qu'elles participent activement aux luttes sociales. Nous luttons contre la violence domestique et sexuelle qui est exercée sur les femmes quand elles sont considérées comme des objets ou marchandises, quand leur souveraineté sur leur corps et leur spiritualité ne sont pas reconnues. Nous luttons contre la traite

des femmes, des filles et garçons ».

« Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre, et nous luttons contre l'homophobie et les violences sexistes ».

« Nous appelons à soutenir les actions de la 4e marche mondiale des femmes entre mars et octobre 2015 ».

« Pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, les occupations et la militarisation de nos territoires. Nous dénonçons le faux discours de défense des droits humains et des combats aux intégrismes, qui sont souvent utilisés pour justifier les interventions militaires. Nous défendons le droit à la souveraineté et à l'auto-détermination des peuples. Nous dénonçons l'installation des bases militaires étrangères pour fomenter des conflits, contrôler et piller les ressources naturelles et promouvoir des dictatures en divers endroits du monde ».

« Nous exigeons des réparations pour tous les peuples du monde victimes du colonialisme ».

« Pour la démocratisation des médias de masse et la construction de médias alternatifs, qui sont fondamentales pour faire renverser la logique capitaliste ».

« Pour la résistance et la solidarité : Nous luttons pour la liberté de nous organiser dans des syndicats, des mouvements sociaux, des associations et toutes autres formes de résistance pacifique ».

« Nous dénonçons l'intensification de la répression contre les peuples rebelles, les arrestations, emprisonnements et assassinats des activistes, des étudiants et des journalistes. Ainsi que la criminalisation de nos luttes ».

« Inspirés par l'histoire de nos luttes et par la force rénovatrice des peuples dans les rues, l'Assemblée des mouvements sociaux appelle toutes et tous à développer des actions de mobilisation coordonnées

au niveau mondial dans une semaine globale de luttes contre le capitalisme du 17 au 25 octobre 2015 ».

« Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste ! »

« Renforçons notre solidarité avec les peuples du monde qui luttent au quotidien contre l'impérialisme, le colonialisme, l'exploitation, le patriarcat, le racisme et l'injustice, en Tunisie, en Palestine, au Kurdistan, en Syrie, en Irak, en Lybie, en Grèce, en Espagne, au Burkina Faso, au Mali, au Congo (RDC), en Centre Afrique, au Sahara occidental... »

Vive la lutte de tous les peuples !

Les peuples unis ne seront jamais vaincus !

Jules Dufour Pour Mondialisation.ca

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe, professeur émérite, membre Chevalier de l'Ordre national du Québec, consultant, Bureau International de la Paix, Genève, membre du Cercle universel des Ambassadeurs de la Paix, Paris, membre du Groupe canadien du PUGWASS.

[Accord d'étape capital entre les grandes puissances et l'Iran sur le nucléaire](#)

[Yves Bourdillon](#) / Journaliste | Le 02/04 à 19:25, mis à jour le 03/04 à 10:10 LeMonde.fr



Les négociateurs sont tombés d'accord sur un accord a minima sur le nucléaire iranien - Brendan Smialowski/AFP

Obama salue une « entente historique » avec Téhéran. Des ambiguïtés doivent encore être levées d'ici au 30 juin, pour sceller un accord définitif.

Un « accord d'étape » a été trouvé jeudi soir sur le programme nucléaire iranien. Certes, les détails communiqués à Lausanne par les négociateurs des grandes puissances et de Téhéran ne correspondent pas encore à l'accord « historique » attendu, qui permettrait à la fois de réintégrer pleinement l'Iran dans le concert des nations et de garantir qu'il ne pourrait jamais se doter de l'arme nucléaire. Mais les délégations (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Russie, Chine, Iran) sont tombées d'accord sur les points clefs en vue d'un accord final, selon le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, ainsi que son homologue iranien, Javad Zarif. Cet accord cadre est censé ouvrir la voie à des discussions techniques non dénuées, toutefois, de dimensions politiques au vu des spécificités du dossier nucléaire, pour finaliser un texte d'ici au 30 juin. C'est seulement alors qu'il sera temps de convoquer les manuels d'Histoire, car les sanctions internationales seront levées avant une probable réconciliation entre les Etats-Unis et l'Iran, qui n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis 1980.

« Un accord vérifiable »

D'ores et déjà, toutefois, Barack Obama a claironné qu'il s'agissait d'une entente « *historique* » qui, « *si elle est pleinement appliquée, empêchera Téhéran d'obtenir l'arme nucléaire* ». Selon lui, « *si l'Iran triche, le monde le saura.* » Il a ajouté qu'il convoquerait un sommet à Camp David avec les principaux dirigeants arabes et qu'il appellerait le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui avait fait part de sa farouche opposition au projet d'accord. Jeudi soir, le ministre israélien des Affaires stratégiques, Yuval Steinitz, a affirmé que l'Etat hébreu poursuivrait ses efforts « *pour convaincre le monde entier dans l'espoir d'empêcher un mauvais accord* ». François Hollande a souligné pour sa part que la France veillerait à ce que l'on aboutisse à un accord « *crédible et vérifiable* », et Angela Merkel a estimé que la communauté internationale n'avait jamais été « *aussi proche d'un accord empêchant l'Iran d'avoir l'arme atomique* ».

Téhéran s'est engagé à réduire de 19.000 à 6.100 le nombre de ses

centrifugeuses d'enrichissement d'uranium sur une période de dix ans, et à diluer 95 % de son stock d'uranium enrichi actuel. Concession importante faite à Téhéran : aucun démantèlement de ses installations n'est prévu. Mais le site souterrain de Fordow ne pourra plus accueillir de nouvelles matières fissiles, et le réacteur à eau lourde d'Arak sera modifié pour ne plus produire de plutonium. En revanche, une certaine ambiguïté transparaît sur le rétablissement des sanctions en cas de tricherie par l'Iran : un point clef, qui a bloqué les négociations pendant des jours. Selon Berlin, les sanctions « *peuvent être rétablies immédiatement* ». Une formulation qui ne permet pas de savoir si un feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU s'imposerait. Autre point peu clair jeudi soir : les sanctions seront-elles levées immédiatement, ou par étapes, au vu du respect par Téhéran de ses engagements ? De source généralement bien informée à Téhéran, la levée totale et immédiate des sanctions était une « ligne rouge » fixée récemment par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avec les négociateurs iraniens. Mais les Européens affirmaient jeudi soir que les sanctions ne seraient levées qu'en fonction du respect des engagements iraniens. Reste enfin à savoir si cet accord sera entériné par le Congrès américain et s'il ne sera pas saboté par les tenants d'une ligne dure au sein du régime iranien.

Les points clefs de l'accord :

- L'Iran s'engage à ne plus produire d'uranium enrichi à plus de 3,7 % pendant 15 ans.
- Il ne démantèlera aucun de ses sites nucléaires mais n'en construira pas non plus.
- Il réduira sur dix ans à 6.104 le nombre de ses centrifugeuses, sans précisions sur leur type.
- Le site souterrain et controversé de Fordo ne doit plus accueillir de nouvelles matières fissiles.
- Levée des sanctions internationales « en fonction du respect » des engagements iraniens. Sans précisions toutefois sur le calendrier des vérifications.